

# IRL journal d'expressions libertaires 56

INFORMATIONS et REFLEXIONS LIBERTAIRES

ETE 84 - 12 FRANCS

**notes pour l'avenir**

**écologie du féminisme**

**questions sur le pouvoir**



**A MALVILLE LE 4-5 AOUT**

L - 1501 - 56 - 12 F

**Directeur de publication:**  
Alain Thévenet

**Commission paritaire:** 55270

**ISSN:** 0398-5725

**Imprimé par**  
BOSC Frères - Lyon

Dépôt légal n. 7789 — Juin 1984

**Rédaction et administration:**  
IRL c/o ACLR 13 rue Pierre Blanc  
69001 LYON

**IRL - Rédaction Parisienne:**  
c/o Max Nettleau 15 rue Gracieuse  
75005 PARIS

**IRL - Poitiers:**  
c/o CRIC BP 227 86006 POITIERS  
CEDEX

**Conception graphique et réalisation:**  
IRL - Atelier de Création Libertaire

**ABONNEMENT**

5 numéros (1 an) : 60 F  
10 numéros (2 ans) : 110 F  
De soutien (2 ans) : 150 F  
Diffusion militante (5 exemplaires  
pendant 1 an) : 250 F  
(ajouter 10 F pour l'étranger)

**Pour vos versements:**  
IRL CCP 4 150 95 N LYON

**NOTE:** Le numéro qui figure en  
haut et à droite de votre adresse  
sur l'enveloppe d'expédition est le  
numéro du dernier IRL que vous  
devriez recevoir. Nous vous deman-  
dons de bien vouloir vous réabonner  
dès que votre abonnement arrive à  
échéance.

# S O M M A I R E

---

ONZE POUR CENT . . . . . page 3

---

CORSE . . . . . pages 4 à 6

---

ORGANISONS L'ANARCHIE (ENTRETIEN AVEC F. PARTANT) . . . . . pages 7 à 11

---

A MALVILLE LES 4 ET 5 AOUT . . . . . page 12

---

L'ÉCOLOGIE DU FÉMINISME OU LE FÉMINISME DE L'ÉCOLOGIE . . . . . pages 13 à 17

---

NOTES POUR L'AVENIR . . . . . pages 18 et 19

---

POLITIQUE : NOTHING TOULOUSE  
LES LIBERTAIRES CONTRE REAGAN . . . . . pages 20 et 21

---

TOUT CE QUE VOUS AVEZ VOULU SAVOIR SUR LES ANARS . . . . . page 22

---

COLLOQUE AUTOUR DU POUVOIR — LYON 12 et 13 MAI . . . . . page 23

---

QUESTIONS SUR LE POUVOIR ET LA REVOLUTION . . . . . pages 24 à 26

---

LE TOTALITARISME REELLEMENT EXISTANT . . . . . pages 27 à 31

---

RADIO KLARA (VALENCIA) . . . . . pages 32 et 33

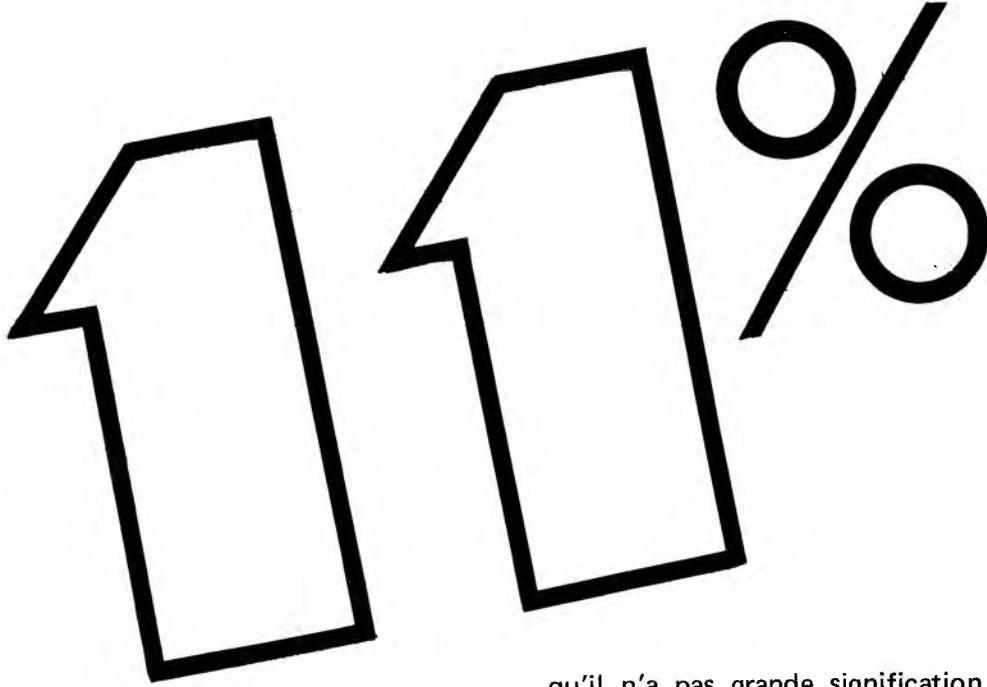
---

Le dessin de couverture est de Jean-Louis P.



Photo Roger

8 juin 1984 à Lyon: les flics...



**O**n est comme tout le monde: les 11 % de Le Pen, ça nous a fait un coup. Ça nous a fait peur surtout. Et c'est bien là que se situe la paradoxe, puisque c'est la peur qui est le ressort principal de son succès: peur de l'avenir, de l'insécurité.

Certes, ce succès, il faut le relativiser: 11 % sur 40 % de votants, ça fait moins que ce qu'on pourrait en penser (ça fait quand même près de 2 millions). On peut dire aussi

qu'il n'a pas grande signification dans la mesure où il n'a pas d'incidence directe sur une échéance politique. Tout cela, on l'a dit. Il reste qu'on ne peut négliger l'impact de ce vote et le fait qu'il n'est, peut-être qu'une étape. C'est une banalité de rappeler que Hitler aussi a commencé petit et qu'il a accédé au pouvoir par les moyens les plus légaux qui soient. Ce qui pose le problème des rapports entre la démocratie et le fascisme. Le peuple a-t'il vraiment toujours raison et lorsqu'il se trompe, est-ce

seulement parce qu'il a été manipulé par de machiavéliques meneurs?

Car, ce qui est grave c'est que Le Pen a raison de dire: « Les idées que je défend, ce sont les vôtres ». Ces idées sont celles qui traînent un peu partout, le gros bon sens qui dit que si tout va mal, c'est parce qu'on se complique trop la vie et qu'on ne se contente pas des certitudes confortables.

Alors qu'est-ce qu'on peut faire? Manifestations, attentats, en même temps qu'ils témoignent de notre dégoût et de notre détermination, ne risquent-ils pas de renforcer ce courant et l'aura dont commence à être entouré ce personnage plutôt falot? Faut-il admettre que lorsqu'il se désintéresse du terrain proprement politique, il a, d'une certaine façon touché juste?

Ce vaste terrain de la vie que ne recouvre pas, et de loin, la vie politique. Comment faire pour qu'il ne soit pas exclusivement occupé par ceux qui ne savent que prêcher la haine et la peur? Comment être suffisamment convainquant et actif pour que d'autres alternatives soient crédibles, qui prouvent que la domination et la haine ne sont rien d'autre que des impasses. ●



# Luttes nationales

## Faut-il s'investir ?

**L**a Corse nous interpelle en tant que libéraux: d'une part, par la situation dramatique dans laquelle elle se trouve, à tous les niveaux (culturel, économique ou social); d'autre part, par le désir de changement qui anime de nombreux insulaires.

Mais, dans le même temps, la Corse nous pose problème, pour diverses raisons. Elle nous pose problème davantage que d'autres pays ou régions dont les mouvements contestataires sont en apparence comparables au mouvement insulaire, et différents par leur histoire, leur composition sociale, leurs aspirations particulières (comme le mouvement basque)...

### QUELQUES DONNÉES DU PROBLÈME CORSE

**a) La Corse est une société paysanne aux structures patriarcales, dominée par les clans**(1). Le salariat — peu important — y est surtout représenté par les étrangers (les Maghrébins constituent le tiers de la population active dans l'île).

Cette population active est par ailleurs peu nombreuse (environ 80000 personnes pour 240000 habitants). On compte deux retraités pour un actif, et le tiers des revenus du pays provient des pensions et des retraites.

Il n'y a pas vraiment de tradition syndicaliste en Corse. Seules deux entreprises industrielles possèdent (et conservent très difficilement à l'heure actuelle) plus de 100 salariés. La conscience de classe est très faible; les salaires plus bas, le chômage plus élevé et la vie plus chère que sur le continent.

La Corse est complètement dépendante de la métropole. Elle importe pour ainsi dire tous les produits, et exporte seulement du vin et des clémentines. Les deux secteurs clés de son économie, l'agriculture et le tourisme, sont généralement aux mains de non-Corses. Les grands domaines viticoles appartiennent surtout aux rapatriés d'Afrique du Nord; le tourisme dépend à 80% de capitaux étrangers et les deux tiers de son revenu reviennent sur le continent.

**b) L'île de Corse a été achetée en 1768 par le Royaume de France à la République de Gênes.** Elle a connu une féroce

répression et de très nombreux soulèvements au XIX<sup>e</sup> siècle. Puis sa situation économique s'est largement dégradée. L'émigration de sa population vers le continent et les colonies a pris de très grandes proportions avec la scolarisation obligatoire et la campagne de francisation intensive menée par les instituteurs de la III<sup>e</sup> République. Le pays vidé de ses habitants est ainsi allé à l'abandon jusqu'aux années 60, époque où l'Etat français s'est brusquement décidé à le mettre en valeur. A ce moment-là, les deux axes du développement économique actuel ont été établis: la viticulture et le tourisme. Ils ont nécessité la venue d'une population active que ne possédait plus la Corse. Les rapatriés d'Afrique du Nord, aidés par le gouvernement, ont installé d'immenses domaines agricoles qu'ils ont fait fructifier grâce à une main-d'œuvre marocaine surexploitée, sous-payée. Des clubs de vacances, chaînes d'hôtel et sociétés immobilières françaises et internationales ont lancé dans le même temps de vastes opérations touristiques en Corse, en utilisant souvent également une main-d'œuvre non corse ou plus exactement de moins en moins corse au fur et à mesure que la qualification requise augmente). Et cette situation a rapidement provoqué le mécontentement qui s'est traduit par les événements d'Aleria dès 1975). Car les Corses ont réalisé brusquement que leur pays n'était pas aussi pauvre que ce qu'on leur avait laissé croire, mais qu'ils ne bénéficiaient pas de la prospérité économique nouvellement créée. La contestation est partie des petits agriculteurs corses surendettés, des petits hôteliers, commerçants et routiers incapables de lutter contre les grandes chaînes continentales et internationales, des étudiants obligés de partir faire leurs études sur le continent, sans trouver ensuite à s'employer dans l'île...

**c) La prise de conscience de cette situation a conduit de nombreux Corses à parler de « colonialisme ».** De fait, le colonialisme est visible dans l'île sur plusieurs plans:

— Sur le plan historique, à travers l'achat de l'île par la France et les campagnes de pacification lancées par les gouvernants français successifs (y compris Napoléon I<sup>er</sup>) vis-à-vis des Corses qui refusaient cette nouvelle sujétion.

— Sur le plan économique, à travers l'établissement — et le maintien tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle — de droits de douane favorisant la métropole et défavorisant l'île. Les productions insulaires n'ont ainsi pu faire face à la concurrence extérieure et se sont

toutes rapidement écroulées.

— Sur le plan démographique, à travers l'émigration de la jeunesse insulaire (consécutive aux deux guerres mondiales, à l'absence d'école professionnelle et d'université dans l'île, et également à l'absence de travail), et à travers le remplacement des autochtones par une population étrangère (continentaux dans l'administration et le tourisme, rapatriés dans l'agriculture, Italiens dans le bâtiment, Marocains dans le bâtiment et l'agriculture). La population corse restée dans l'île est aujourd'hui une population vieille, qui participe fort peu au développement (elle ne se trouve pas dans les secteurs économiques dynamiques) et qui vit dans les zones d'activité moindre, comme l'Intérieur. Selon une enquête de l'Insee, les moins de 20 ans sont 22%, les plus de 65 ans 36%. Par contre, les non-Corses représentent une population jeune, active, citadine et qui participe largement au développement. Les moins de 20 ans sont 36%, les plus de 65 ans 4% (2).

— Sur le plan culturel, à travers la dévalorisation de la langue et de la culture corses, et le remplacement de cette langue et de cette culture par la langue et la culture françaises.

**d) La situation économique de la Corse a ainsi révélé un profond malaise culturel:** la population corse a pris conscience qu'il existait entre ses membres des liens de solidarité extrêmement forts, que ces liens lui avaient permis tout au long de son histoire de lutter contre les invasions et les répressions, et qu'elle était en train de perdre sa culture spécifique en devenant minoritaire dans l'île. Ces divers éléments ont engendré un fort mouvement de contestation, mouvement dont « l'apolitisme » a été délibérément recherché afin de rassembler le peuple corse.

### LE DISCOURS NATIONALISTE

La contestation s'est traduite par l'émergence d'un courant régionaliste, autonomiste, puis nationaliste qui ne rassemblait pas des forces révolutionnaires, sensibilisées à la lutte des classes, mais plutôt des forces qui développaient une idéologie et des pratiques interclassistes. Et plusieurs conséquences en ont découlé:

**a) La conscience d'appartenir à un même peuple opprimé a fait que l'opresseur a été totalement identifié à « l'étranger ».** Cette démarche, qui entraîne facilement des comportements xénophobes, soude les Corses entre eux en niant toute responsabilité de leur part dans la situation actuelle. Les

non-Corses sont devenus la cible favorite des clandestins, qui les accusent avec le Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA) de participer — par leur seule présence — à la « colonisation de peuplement » recherchée par l'Etat français. Les nationalistes estiment que, dans l'île aujourd'hui, presque la moitié de la population n'est pas corse. Ces chiffres sont très difficiles à vérifier, confirmer ou contester. En effet, la « corsité » s'apprécie à partir de plusieurs critères: le lieu de naissance, le nom de famille, l'usage de la langue corse... Mais aucun de ces critères ne donne réellement satisfaction, étant donné l'ampleur prise par l'émigration et le nombre important de mariages mixtes. On arrive ainsi parfois à une situation des plus curieuses: des Corses du continent qui vivent hors de l'île depuis une ou deux générations, mais qui continuent, en votant dans leur village d'origine, à influencer sur son avenir (et surtout de façon négative, en maintenant le pouvoir des clans), contestent tout droit sur ce qu'ils considèrent toujours comme « leur » terre aux « étrangers » qui la travaillent parfois depuis aussi longtemps. Tant il est vrai qu'on « se sent » corse plus qu'on ne l'est...

Toujours est-il que le bilan démographique dressé par les nationalistes leur sert à justifier les attentats. Mais au lieu de s'attaquer à des cibles politiques claires (comme les ministères ou l'armée visés sous « l'ancien régime » giscardien, par exemple), les clandestins s'en prennent aujourd'hui surtout aux fonctionnaires continentaux nommés dans l'île (parfois mariés à des Corses, ayant des enfants nés en Corse et parlant corse...), ce qui ne rend pas leur message très sympathique à beaucoup de gens, à commencer par ceux qui se font plastiquer. Et, sans qu'on en connaisse les auteurs, une campagne anti-Marocains est menée qui profite de la vague anti-« étrangers ». Elle se traduit par de nombreux plastiques non revendiqués et n'a quant à elle pour fondement que le racisme le plus primaire. (Racisme qui tire en partie ses racines de l'émigration aux colonies faite par de nombreux Corses, pendant des décennies, pour servir « l'Empire français »). En réalité il est difficile de prétendre que les Marocains arrivent en Corse avec l'idée de s'emparer de l'île ou d'imposer à ses habitants leur culture. Par contre, ce sont les victimes les plus faciles, les moins susceptibles de se défendre ou de soulever des protestations d'indignation...

**b) La communauté corse effectuant un repli sur elle-même, tout ce qui est corse est considéré comme positif et tout apport extérieur, qualifié « d'étranger » ou de « français », devient négatif.** Ainsi, les clans se refont une virginité aux yeux de certains insulaires, qui voient en eux un élément culturel spécifique. De même, les sensibilités politiques les plus diverses de l'extrême droite à l'extrême gauche cohabitent sans trop de difficulté dans le mouvement nationaliste. Et des « assosci » (regroupements au discours nationaliste) visant à défendre des catégories sociales — enseignants, personnel hospitalier, etc. — se créent parallèlement aux « syndicats français » pour

défendre les « travailleurs corses ». Par contre, toute tentative visant par exemple à faire évoluer les rapports entre hommes et femmes est perçue comme une démarche « MLF » ou « continentale », et rejetée de ce fait au nom des valeurs les plus réactionnaires, dès lors que ces valeurs sont considérées comme représentatives de la culture corse.

**c) La solution à tous les maux insulaires passe pour les nationalistes par une rupture avec la France, le départ des étrangers et le retour des Corses du continent.** Mais les conséquences d'une telle option ne sont pas examinées, aucun choix de société n'est proposé. Or, l'indépendance en elle-même ne signifie rien: la création d'un Etat national corse ne peut supprimer les inégalités sociales, la hiérarchie; elle ne peut remettre en cause les rapports entre hommes et femmes ou l'existence de classes corses aux intérêts antagonistes. Que le patron soit corse au lieu d'être français ne change rien à l'exploitation, contrairement à ce qu'un certain discours, surtout autonomiste, voudrait faire croire. Ce que les Corses contestataires de l'ordre établi ne réalisent pas, dans leur grande majorité, c'est qu'ils se heurtent avant tout à un système capitaliste, indifférent à toute réalité humaine, et préoccupé seulement de la rentabilité et du profit qu'il peut tirer en exploitant les ressources insulaires. Comme les acteurs de nombreux autres mouvements sociaux, ils refusent en général le développement économique tenté par l'Etat dans l'île non parce que c'est un développement aux lois capitalistes, mais parce qu'il se réalise en dehors d'eux et qu'ils n'en retirent aucun bénéfice. Ils refusent l'autorité de l'Etat français, non parce que c'est l'autorité mais parce qu'elle n'est pas corse (de même pour l'armée ou la justice). Et s'ils se préoccupent peu de remettre en cause le pouvoir de leurs patrons, c'est parce que ceux-ci

sont souvent corses, et liés à leurs employés par des liens d'ordre familial...

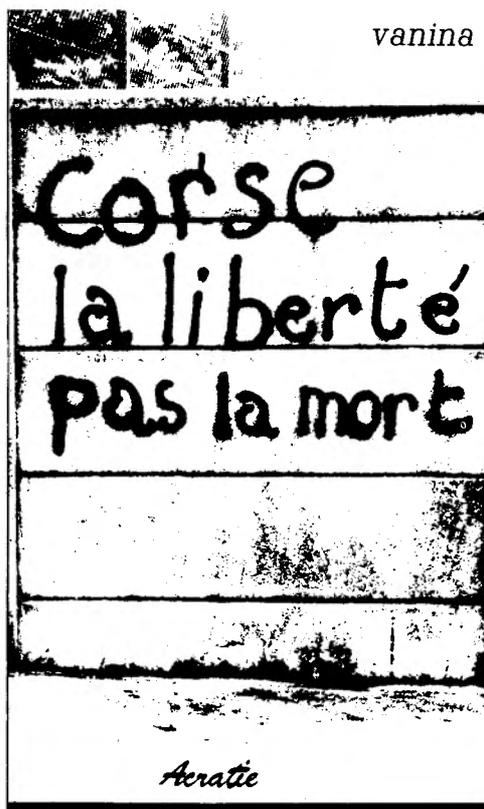
En fait, si les orientations économiques suivies jusqu'ici ne sont pas redéfinies, l'indépendance présente de graves inconvénients. Par exemple, les Maghrébins assurent la quasi-totalité des emplois de manœuvres dans le bâtiment et d'ouvriers dans l'agriculture. Leur remplacement par les insulaires n'est absolument pas évident, pas plus que le retour des Corses du continent pour retravailler la terre de leurs ancêtres. Parler de « corsisation des emplois » et de « formation adaptée » des Corses au développement ne suffit pas à régler le problème démographique posé par le départ des étrangers. Pourtant, le discours nationaliste se réduit généralement à une glorification du peuple corse, à un appel à l'unité et à la fraternité de ses membres, à un « changement » qui passe forcément et uniquement par le retour des Corses de la diaspora.

L'indépendance, pour avoir quelque chance d'être viable, implique une redéfinition des données économiques, et bien peu de nationalistes semblent encore en être conscients. La rareté des analyses politiques constitue la faiblesse de leur mouvement; en même temps elle fait leur force, étant donné l'existence d'un sentiment d'appartenance très vivace dans la population, et la solidité des liens de parenté et de voisinage insulaires. Mais, de ce fait, l'adhésion au discours nationaliste se traduit pour beaucoup de Corses uniquement par des manifestations de solidarité envers les emprisonnés. C'est pourquoi les clandestins multiplient les actions susceptibles d'entraîner la répression, et donc la solidarité, selon un schéma bien connu. Attitude payante jusqu'en mai 1981. Cependant, l'arrivée de la gauche au pouvoir et la tactique suivie par celle-ci vis-à-vis des insulaires font ressortir la faiblesse des propositions nationalistes.

#### LA GAUCHE ET LE STATUT PARTICULIER

Avant les présidentielles, les socialistes promettent l'amnistie des détenus politiques corses et un statut particulier pour l'île. En fait, la libération de tous les prisonniers est arrachée sous la pression de la population. L'assemblée régionale s'avère une structure vide de tout pouvoir, qui renforce les clans au lieu de les détruire... En Corse comme ailleurs, l'après-10 mai n'est pas un lendemain qui chante. Aussi la trêve observée par les clandestins cesse-t-elle au bout de dix-huit mois d'attente déçue. Et de nouveau les prisons se remplissent de Corses, dans l'île et sur le continent. A la répression, le gouvernement ajoute une vaste campagne « d'information » médiatisée visant à criminaliser les clandestins et à empêcher tout réflexe de solidarité populaire envers eux.

Dans le même temps, il piège les autonomistes en les incitant à participer aux nouvelles instances régionales. En jouant le jeu du statut particulier, l'Union du peuple corse devient la force d'appoint du PS pour faire passer la politique gouvernementale dans l'île. En effet, MRG, PS et PC représentent 23 élus et les autonomistes de l'UPC 7 élus sur les 61 membres de



l'Assemblée régionale, ce qui assure d'abord à cette Assemblée une majorité de gauche. Mais les jeux parlementaires et les manœuvres politiciennes habituelles aux clans provoquent en août 1983 un changement de majorité: la droite (RPR, Bonapartistes et URP, 23 voix) et 7 élus « sans étiquette » (dont deux dissidents autonomistes et deux nationalistes dits « de gauche »!) créent une majorité d'opposition. Ils s'allient pour voter une résolution sur le bilinguisme beaucoup plus radicale que ce que proposait la gauche. La majorité d'opposition permet à la droite et aux « sans étiquette » d'obtenir tous les postes représentant la Région aux différents offices prévus par le statut particulier. Ils peuvent repousser tous les projets de l'exécutif régional, y compris le budget de la Région, ce qui rend l'Assemblée totalement inopérante.

Pendant, comme la plupart des formations ne souhaitent pas retourner aux urnes, la droite ne fait pas forcément une politique de blocage et l'Assemblée régionale flotte pendant des mois au gré des vents dominants... ce qui exaspère la base de l'UPC, à tel point que le mouvement autonomiste a fini récemment, pour ne pas éclater sous sa pression, par retirer ses élus du bourbier régional. Car si le gouvernement a marqué des points contre les nationalistes clandestins ou « légaux » durant les premières années du septennat (en parlant de leurs rapports avec la pègre, notamment après l'assassinat du coiffeur ajaccien André Schoch), les affaires Orsoni et Massimi ont permis aux nationalistes d'attaquer à leur tour et de présenter depuis un front à peu près uni. De ce fait, devant l'accentuation de la répression et la dégradation du climat insulaire, les autonomistes ont eu de plus en plus de mal à continuer de « condamner la violence » des clandestins et à soutenir l'action du gouvernement. La mort d'un clandestin (Etienne Cardì), tué par la charge d'explosifs qu'il manipulait, a fait éclater la crise qui couvait depuis longtemps à l'UPC: les dirigeants de ce mouvement ont refusé de participer à l'enterrement du militant FLNC avec les divers regroupements nationalistes; mais, quelques jours plus tard, les élus autonomistes ont quitté l'Assemblée régionale et l'UPC a pris des contacts avec les nationalistes. Depuis lors, l'Assemblée régionale est en état de « coma avancé », pour reprendre l'expression de son président Prosper Alfonsi: la majorité de droite ayant refusé de voter le budget régional, seules la dissolution de l'Assemblée corse et de nouvelles élections pourraient sortir les instances créées par le statut particulier de leur paralysie...

La situation de la Corse se présente actuellement ainsi: nationalistes et autonomistes constituent une force contestataire extra-parlementaire, puisque ne participant pas à l'Assemblée régionale; face à eux se trouve une Assemblée régionale entièrement aux mains des notables, représentant des clans; et depuis quelques mois un front uni contre le « terrorisme » est apparu. Ce regroupement antinationaliste a deux pôles: la CFR (Corse française et républicaine), c'est-à-dire (l'électorat clanique traditionnel RPR,

MRG, etc.); le reste de la gauche, c'est-à-dire le PS, le PCF et les syndicats FEN, CGT, etc.

La nouveauté, c'est que ces antinationalistes descendent à présent dans la rue, généralement pour protester contre les plasticages de fonctionnaires continentaux. Et si les communistes et les socialistes refusent de s'associer aux manifestations de la CFR, celle-ci n'hésite pas au contraire à se joindre aux rassemblements appelés par la gauche, créant ainsi une sorte d'union sacrée contre les séparatistes. Manifestations nationalistes et antinationalistes se succèdent dans l'île à un rythme effréné (tandis que les autonomistes et la CFDT observent une certaine réserve). Avec les arrestations et actions violentes quotidiennes, ces événements créent un climat difficile et très malsain en Corse. D'autant que le gouvernement socialiste poursuit une politique répressive très active dans l'île: les prisons continentales et insulaires se remplissent de prévenus attendant d'être jugés en Cour d'appel, détenus qui ne jouissent plus du statut spécial de prisonnier politique, depuis que la Cour de sûreté de l'Etat a été supprimé par le pouvoir « de gauche »; certains militants nationalistes n'ont pas le droit de se rendre dans certains villages de l'île (comme celui de Guy Orsoni, Vero), d'aller sur le continent ou encore à l'étranger; la CCN (organisation nationaliste) est dissoute par le Conseil des ministres sur la base de ses seules déclarations politiques, fin septembre 1983; l'inculpation pour « propagation de fausses nouvelles » touche aussi bien les journalistes (y compris le directeur de FR3-Corse) que des membres de A Riscossa (association de parents de détenus) ou des militants nationalistes... Les « libertés démocratiques » (liberté d'opinion, d'association, de circulation des hommes et des idées, liberté de la presse, etc.) sont ainsi largement bafouées en France « terre d'asile ».

La situation insulaire appelle deux observations:

a) **L'échec du statut particulier était absolument prévisible:** aucun Etat ne peut satisfaire une revendication comme celle que posent les Corses, et surtout pas l'Etat français, avec sa structure centralisée et son lourd héritage jacobin. L'Etat ne peut accepter de s'amputer d'une partie de lui-même; la revendication d'une minorité ethnique aspirant à conserver sa culture, son originalité, est contraire à sa logique, éloignée de ses préoccupations. le gouvernement socialiste a offert aux Corses à travers l'Assemblée régionale un théâtre où les notables insulaires peuvent discourir en donnant à leur électoralat l'illusion d'un pouvoir régional; mais dès que l'Assemblée prend une décision qui déplaît aux gouvernants français, elle se fait rappeler à l'ordre et trahit son absence réelle de pouvoir (comme le vote sur le bilinguisme l'a montré: le principe du bilinguisme a été adopté par l'Assemblée... et abandonné ensuite sur les « conseils » de Pierre Mauroy). Les Corses n'ont ainsi rien à attendre de l'Etat français.

b) **Les nationalistes corses rassemblent aujourd'hui une population souvent âgée et inféodée aux clans,** mais il n'en demeure pas moins que

pour la première fois, une partie de la population insulaire condamne avec vigueur la « violence des terroristes » (descendant même dans la rue sur ce thème). Et cela crée une **ambiance de guerre civile tout à fait nouvelle.**

Plus que jamais, le mouvement nationaliste corse, a donc besoin de se clarifier politiquement, s'il veut aboutir à un réel changement. Le MCA, « locomotive » de ce mouvement semble décidé à réfléchir sur certains problèmes. Il vient d'adopter le principe d'une rupture avec le capitalisme, d'un « rejet de tous les impérialismes », et il défend l'idée d'une « réforme agraire » devant intervenir après l'indépendance, dans la « tradition démocratique corse de la terre du commun ». Même si les mots employés ne sont pas clairement définis (ou si « l'autogestion » est prise au sens yougoslave du terme, quand il en est — très rarement — question), ces différentes options n'en sont pas moins intéressantes. Cependant, dans le même temps, le MCA poursuit ses appels du pied aux autonomistes, cherchant à rassembler les différentes composantes du « peuple corse ». Il demande à l'Etat français d'engager un « processus de décolonisation par étapes », et insiste davantage sur l'autodétermination de ce même « peuple corse » (réuni après le départ des continentaux et le retour des Corses de la diaspora) que son indépendance...

## **DIVERGENCES ET CONVERGENCES**

En dehors des nombreuses ambiguïtés qu'il recèle, le mouvement corse présente des aspects positifs qu'il convient d'examiner:

a) **Il rassemble les Corses désireux de stopper le processus de délabrement du pays et de lui redonner vie.** Certes, il défend les intérêts de tous ceux qui se trouvent en marge du développement économique et qui sont menacés dans leur survie: classes moyennes, petits hôteliers, agriculteurs, commerçants, routiers étudiants composent les rangs des autonomistes et des nationalistes. Mais compte tenu de la composition sociale corse, c'est en fait toutes les couches de la population active qui se retrouvent dans le mouvement contestataire, alors que le système clanique maintient sa pression sur la population retraitée et assistée de façon à ce que rien ne change. Le mouvement corse rassemble ainsi la jeunesse, et il apporte un souffle nouveau au pays.

b) Le refus de quitter l'île (alors que l'émigration était auparavant considérée comme une fatalité) et le désir de faire revivre les villages abandonnés aboutissent à créer un *milieu associatif particulièrement dynamique dans l'intérieur de l'île*. Ses membres établissent entre eux un réseau d'entraide et exercent diverses activités pour vivre, associant par exemple élevage et artisanat ou animation. Leur démarche les conduit ainsi à rechercher des solutions économiques adaptées à la région, à se préoccuper de l'intérêt régional (pour subsister, mais aussi souvent pour concrétiser leur engagement politique), bref à s'intéresser aux divers aspects d'une économie auto-centrée et donc à aborder les questions

MARCHÉ SOLVABLE

# Organisons l'Anarchie

ENTRETIEN AVEC FRANÇOIS PARTANT

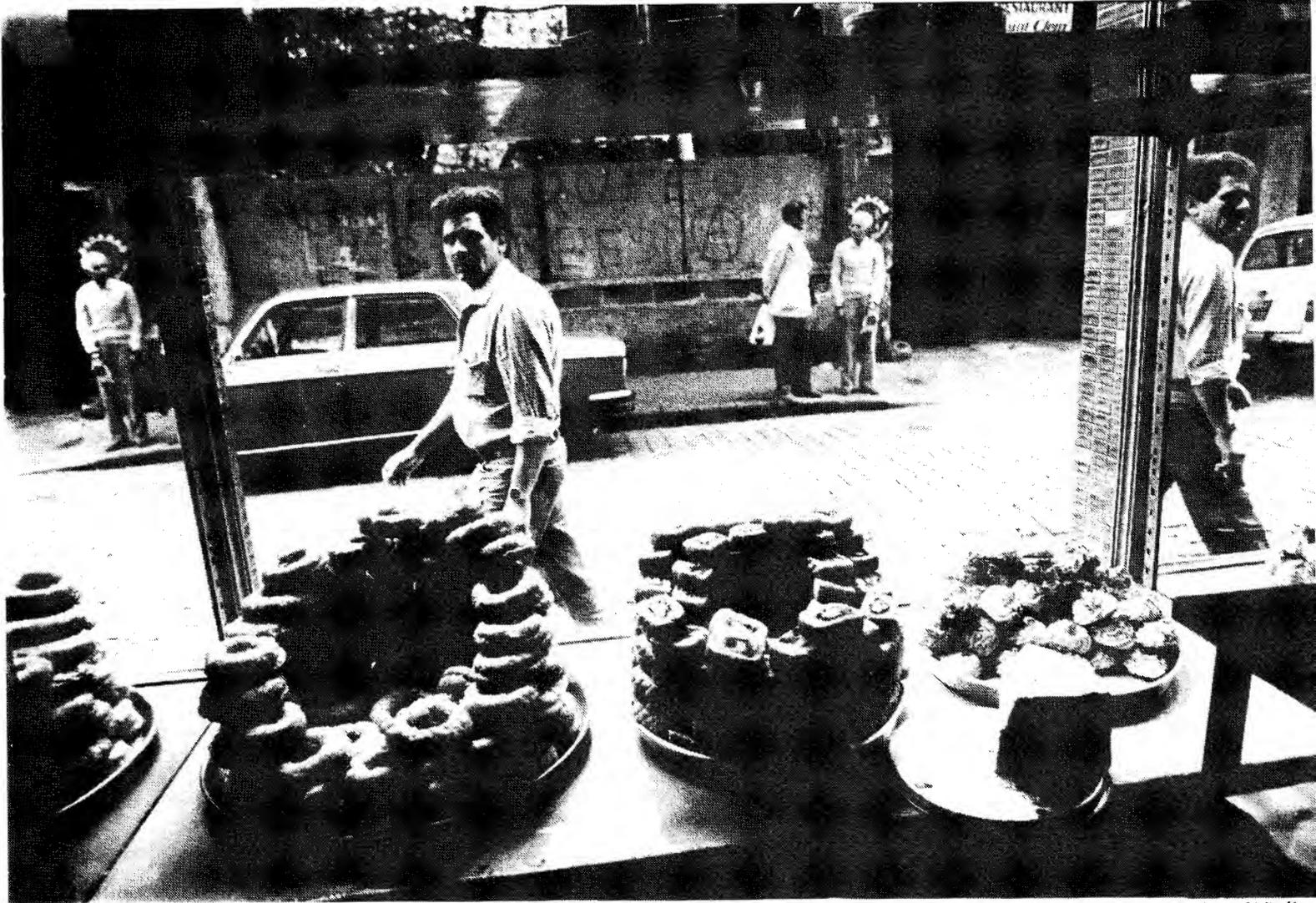


Photo Y Guélaud

*Cet article est le reflet d'une rencontre entre François Partant (auteur, entre autres, de la « Guérilla économique », Le Seuil) et trois militants lyonnais: Alain, Jean-Pierre et Pierre.*

**P**ierre: Tu as séjourné dans plusieurs pays du Tiers Monde. A quelles situations as-tu été confrontés?

J'étais en Iran de 1958 à 1961 et, au bout de trois ou quatre mois, j'ai commencé à comprendre ce qui se passait. L'Iran, c'était vraiment quelque chose d'effroyable! Ce serait un ouvrage que d'écrire ce qui s'est passé pendant cette période. Tout était pourri. C'était absolument dégoûtant. Une grande banque française avait des sociétés d'études qui travaillaient pour le plan et les spécifications pour les carnets des charges étaient uniquement conçues en fonction des filiales industrielles de cette banque. Grâce à quoi ça ne pou-

vait que lui rapporter. Tout était comme ça! Ça marchait avec des pots de vin dans tous les sens.

Mais j'y ai appris des choses extraordinaires. Par exemple quand le groupe Indochine-Suez a essayé de s'introduire, sur le projet d'une cimenterie dans une région où il n'y avait pas de débouchés, la même banque française a proposé une usine deux fois plus grosse, donc nécessitant deux fois plus d'argent, alors qu'elle savait parfaitement que ça ne servirait à rien. Tout était comme ça. Alors quand on assiste à ce genre de choses dans un pays où l'on est sensé théoriquement travailler pour le développement et le bien des peuples...!

Mais j'ai eu de la chance car, à cette époque-là, j'ai rencontré celui qui était le maître à penser de l'opposition du moment et contre lequel on ne pouvait pas grand chose car il était le frère de lait du chef de la Savak. Il était bien

protégé de ce côté-là, mais c'était quand même un opposant.

J'ai décidé ensuite de quitter les banques privées et j'ai obtenu un poste dans le secteur public où l'on ne se comporte logiquement pas comme dans le secteur privé. Et effectivement on ne se comporte pas de la même manière, dans le sens où il n'y a pas (tout de même!) d'histoires de pots de vin mais, en fait, la logique d'ensemble... Seulement, je ne m'en suis pas aperçu tout de suite car, pendant quatre ans, j'ai été détaché à Madagascar. Et là, c'était l'idéal, ne dépendant de personne!

Je me suis retrouvé conseiller technique d'une société d'investissement que j'ai eu, en fait, la charge de créer. Dès lors, j'ai pu faire les statuts de telle façon que ce soit l'organisme par lequel tout devait transiter, c'est-à-dire qu'aucun investissement ne pouvait se faire sans que cette société n'ait son mot à dire.

Pendant quatre ans, j'ai eu l'impression de faire des choses intelligentes parce qu'il n'y avait pas de saloperies de faites, ce qui était déjà énorme; mais je n'avais pas encore remis en cause l'utilité du développement, tel qu'on le conçoit habituellement. J'avais une formation économique on ne peut plus classique. Chaque dossier pris individuellement n'était certainement pas une connerie: techniquement, ça tenait debout. Des banquiers sont venus voir mes dossiers et visiter mes locaux; ils trouvaient ça correct et ne pouvaient vraiment rien reprocher.

Ensuite, j'ai été nommé Directeur général d'un établissement financier en Haute-Volta, d'où j'ai envoyé 35 pages de propositions à Paris, auxquelles on m'a répondu par 17 pages de non! Mais c'est quand je me suis arrêté de travailler que j'ai réellement commencé à comprendre les choses. Le drame c'est que, quand on travaille on n'a pas le temps de penser! On est totalement prisonnier du travail qu'on réalise.

J'avais tout de même vu des choses qu'il ne fallait pas voir à Madagascar. Mais ce qui m'apparaissait évident, c'est que la politique de la banque était réellement folle et idiote. Un exemple entre mille, le crédit à la consommation: les banques de développement font des crédits à la consommation généralement accordés aux fonctionnaires, car il faut être salarié, et exclusivement réservés, par exemple, aux voitures neuves et non aux voitures d'occasion. Dans un pays qui produit ses voitures, de cette façon, on développe la production. Mais dans un pays qui n'en produit pas, c'est complètement idiot! Et tout le long, c'était comme ça.

Pour le crédit immobilier, en Haute-Volta, cela fonctionnait exclusivement sur des produits importés. La banque était propriétaire d'une briquetterie mais elle ne fonctionnait pas car on construisait en ciment! Ce qui est complètement idiot dans un pays comme celui-ci car, s'il y a une chose atroce, c'est de vivre dans du ciment... Tout était ainsi!

Je leur ai dit: «Je refuse l'immobilier tant qu'on n'utilise pas les matériaux locaux».

**Jean-Pierre: Quelle est l'attitude des responsables économiques et financiers vis-à-vis du Tiers Monde?**

Presque la totalité des organismes sont racistes comme ça n'est pas possible! Les «nègres» sont des cons et des incapables, du moment qu'ils ne réagissent pas comme nous. Et, par dessus le marché, on pense que si on les forme bien, si on les aide bien, ils peuvent devenir de bon occidentaux! Et rattraper peut-être le retard qu'ils ont pris! Evidemment, il faut qu'ils fassent des choses qui soient rentables.

Les banques de développement sont les organismes par lesquels transitent toutes les aides d'un pays donné, en l'occurrence de la France et des organismes de coopération français (le ministère des finances français) à un gouver-

nement local. Mais je n'ai encore jamais vu, tout au moins dans le Tiers Monde, des discussions vraiment de fond entre les autorités locales et la France! Ça baigne dans l'huile! Il n'y a pas de problèmes! Ils sont toujours d'accord! Ce qui prouve bien qu'il y a quelque chose qui n'est pas très normal!

**Alain: Quel avenir pour les pays du Tiers Monde? Peuvent-ils refuser de payer leur «dettes» aux pays développés?**

Je ne croient pas qu'ils puissent le faire car, justement, ils ont toujours besoin d'emprunter, ils ne peuvent pas vivre sans emprunts!

**A: Et d'où vient cet argent?**

Essentiellement des pétro-dollars et de tout ce que les américains payent à l'étranger; et puis on sait bien que les banques prêtent toujours plus que leurs disponibilités réelles!

Personne actuellement n'assume la perte des sommes non remboursées, c'est ça qui est extraordinaire! Actuellement, le Tiers Monde ne peut pas rembourser ses dettes mais il ne peut pas dire: «Je ne les rembourserai pas», puisqu'on ne lui prêterait plus. Donc, ça reste comme ça. Nous, nous sommes obligés de continuer à prêter puisque, si on arrêta, le Tiers Monde ne pourrait pas faire face à ses échéances. On continue pour qu'il puisse régler au moins les intérêts des dettes antérieures! De façon à ce que les banques ne soient pas obligées de déclarer leurs débiteurs en faillite car, dans ce cas-là, elles seraient en faillite elles-mêmes...!

**J-P: Que penses-tu des risques de guerre en période de crise?**

Le contexte n'est pas le même qu'en 1938. On peut imaginer, par exemple, que les Etats-Unis, s'apercevant que ça ne va plus du tout et que, actuellement, c'est leur politique d'armement qui permet la reprise, durcissent simplement leurs rapports avec l'URSS, mais au delà...!

**J-P: Alors une guerre nucléaire limitée à l'Europe?**

Personnellement, je n'y crois pas du tout! Je crois que ce qui peut arriver, c'est un déclenchement de guerre nucléaire, mais certainement pas limité à l'Europe. Ça ne pourrait être, à mon avis, qu'une succession d'événements aberrants et non une nécessité économique réfléchie. A l'origine, ça ne pourrait pas être ça!

**J-P: Et la force de frappe comme dissuasion?**

Nous délirons complètement dans le domaine militaire et Mitterand avec. C'est complètement stupide! Je ne suis absolument pas d'accord avec Castoriadis sur son analyse: je ne crois pas du tout que les russes nous menacent, je crois qu'ils ont une peur bleue que nous intervenions dans leurs affaires, en Pologne,

par exemple. Mais ils ne nous menacent certainement pas. Ils ne sont même pas foutus de régler leurs problèmes en Afghanistan.

**P: Quelle analyse fais-tu de la politique tiers-mondiste des Pays de l'Est ou de la Chine?**

D'abord, la politique de la Chine, je la connaissais il y a 15 ans et je dois reconnaître que leur aide était moins stupide que l'aide russe.

L'aide russe, ce que j'en ai vu, c'était totalement délirant! Au Congo, j'ai vu des trucs extraordinaires. Un type soviétique était venu aider les planificateurs locaux; ils devaient refaire un rapport sur l'agro-industrie, rapport qui avait déjà été fait par un organisme. Au dernier moment, n'ayant pas eu le temps de le terminer, ils ont pris le rapport précédent pour en recopier la fin!

**P: Quelle différence avec l'aide occidentale?**

La différence porte sur les moyens. Ils ont beaucoup moins de moyens que les occidentaux. Leur système économique n'est pas fait pour ce genre d'échanges économiques avec le Tiers Monde. L'Occident, grâce à la colonisation, est tout à fait rompu à ce genre de choses. Les russes ne savent pas profiter du Tiers Monde aussi bien que nous!

**P: Que penses-tu des affirmations du gouvernement de gauche se disculpant sur les contrats étrangers avec l'Afrique du Sud, le Maroc... en disant que les contrats engagés par l'ancien régime doivent être respectés et menés à leur terme?**

C'est beaucoup trop important pour nos relations commerciales et même pour notre industrie; il fallait donc continuer. Il y a en fait très peu de domaines où l'on soit «exportateur net» et on ne pouvait renoncer à cela, quelle que soit la nature de nos exportations.

**P: Tu pensais dès le départ qu'il n'y avait aucune chance de changement social en France par un pouvoir politique?**

En 1978, la revue «Les Révoltes logiques» m'avait demandé de faire un article et j'avais dit qu'en cas de victoire de la gauche, en 1980, on s'apercevrait enfin qu'elle ne pouvait pas mener une politique différente de celle du gouvernement précédent, que c'était absolument impossible.

**J-P: Est-ce que ça ne tient pas au fait qu'il n'y a pas trente six manières de gérer la société quand on ne veut pas qu'elle change?**

Non, ce n'est pas absolument ça, car cela voudrait dire que les données économiques ne sont pas fonction des contraintes extérieures; et c'est une expression que je n'aime pas d'ailleurs car il ne s'agit même pas de contraintes extérieures mais plutôt de la façon dont la France s'intègre dans le domaine capitaliste.

L'appareil de production français n'a en fait rien de français, ce n'est qu'une partie de l'appareil de production mondial et il en est complètement dépendant. Il n'a pas de cohérence propre. A partir de là, on ne peut rien faire. On ne peut pas transformer cet appareil de production en France, c'est impossible.

**J-P: Cette analyse est-elle aussi valable pour les USA?**

Je le pense: les USA sont aussi dépendants de l'étranger que nous le sommes. Ça ne se manifeste pas tout à fait de la même manière, c'est beaucoup plus par les investissements qu'ils font à l'étranger et par les firmes qu'ils y ont, mais le résultat est le même. En fait le monde capitaliste industrialisé est carrément une entité.

**A: Il me semble que tout ça revient à dire que ni un état ni des individus en tant que tels sont responsables de cela, mais que c'est un imbroglio de cubes qui s'emboîtent et qui fait qu'on n'arrive pas à s'en sortir. Pourtant, historiquement, il y a quand même eu un processus et des choix politiques qui nous ont fait aller vers ce type de développement.**

Jusqu'à la dernière guerre, on avait à faire à de grands ensembles économiques, les empires, qui se développaient effectivement par des échanges, essentiellement sur eux-mêmes, et tout cela a été bouleversé après la dernière guerre,

avec la décolonisation et le développement des échanges entre pays industrialisés.

La décolonisation a ouvert le Tiers Monde aux capitaux de toute origine, hors du contrôle d'une puissance dominante et la mondialisation a commencé par ce biais-là. Elle s'est poursuivie par le développement des échanges entre pays industrialisés. Ce sont les Etats-Unis qui ont été le moteur de cette double évolution. Ils étaient contre la colonisation afin de pouvoir prendre la place et s'introduire partout (on se doute bien que ce n'était pas pour des raisons humanitaires!). En tant que plus grande puissance mondiale, ils ont opté pour une forme de libéralisme économique; ils avaient intérêt au développement des échanges car cela signifiait l'extension du camp de la concurrence et, quand on est les plus forts, bien évidemment on gagne! En définitive c'est cette évolution, entreprise après la dernière guerre, qui a provoqué la transformation complète de l'appareil mondial de production et la disparition des appareils nationaux, fondus dans un ensemble en quelque sorte. C'est donc effectivement un choix politique des Etats-Unis; seulement on pouvait très difficilement résister car on ne pouvait pas maintenir les empires et, à partir du moment où l'on avait fait le sacrifice de l'empire, il fallait essayer de jouer le même jeu que les Etats-Unis.

**A: Ce qui me paraît important aussi, c'est qu'il y a eu des luttes sociales qui**

**ont été menées à cette période-là et encore aujourd'hui.**

C'est vrai que le capitalisme a toujours eu, apparemment, un temps d'avance sur les luttes menées au niveau social. Les affaires se faisaient déjà à un niveau international alors que le mouvement ouvrier était enfermé dans un cadre national, ayant comme souci immédiat de revendiquer davantage de bien-être et non de remettre en cause les logiques économiques et politiques du système. Il l'a au contraire servi.

**A: Il l'a servi, effectivement, quand on pense que les revendications ont pu être posées justement parce qu'il y avait ce type de développement qui permettait de les satisfaire.**

Plus que ça! Ce sont les luttes sociales qui ont permis d'ouvrir la consommation, donc d'ouvrir des débouchés à la production croissante.

**A: Ceci dit, il y a eu dans le mouvement ouvrier une mouvance syndicale qui remettait en cause cette logique-là, qui ne revendiquait pas uniquement une augmentation de salaire et la possibilité de consommer plus.**

Alors cette tendance était vraiment minoritaire. En fait, le mode de croissance n'a jamais été vraiment remis en cause. En ce qui concerne le nucléaire et sa rentabilité, par exemple, il s'agissait beaucoup plus d'appréciations techni-

photo Yves Guélaud



ques que d'appréciations du point de vue de la logique d'ensemble. L'étude qu'avait fait conjointement la CFDT et le PS tendait à démontrer que le nucléaire n'était pas la solution, ni sur le plan économique, ni sur le plan financier, ni sur le plan de l'emploi...

**A:** C'était quand même une réflexion qui remettait en cause un choix correspondant au choix économique du modèle dominant. On pouvait espérer une évolution; pourquoi est-ce que, à un moment donné, ce type de réflexion n'avance pas, ou plutôt régresse?

Ils n'attaquaient pas la logique de la croissance et, de toute façon, on ne voit pas comment, dans un pays comme le nôtre, on pourrait se soustraire à cette logique. Ce n'est quasiment pas possible.

Il y a certainement de puissants intérêts qui nous ont orientés vers cette logique nucléaire, mais il y a aussi le fait que c'était un secteur d'exportation, ce qui est important; enfin important dans la logique du système. Le problème est que tout le monde croit au développement indéfini de la croissance. On s'imagine que cela peut durer éternellement et puis d'ailleurs, quand on est marxiste, on est bien obligé d'y croire, puisque c'est par le développement des forces productives qu'on atteint le communisme, alors...

**P:** Le problème c'est aussi que, devant la constatation de la régression, tout le monde admet que le niveau de vie régresse sous la crise et on n'a pas l'impression qu'il y ait de remise en question. Mais est-ce que l'espoir ne se situe pas dans une prise de conscience de ceux qui consomment peu et qui, du fait de leur plus grande autonomie face à la société de consommation, pourraient si ce n'est inverser le processus tout au moins le bloquer et introduire socialement d'autres valeurs de vie collective et d'échanges. Cela me paraît tout de même important de mettre en avant la possibilité d'une prise de conscience dans ce sens-là.

C'est un peu comme ceux qui disent: «Arrêtez de consommer de la viande, les éleveurs de porcs bretons n'importeront plus de soja du Brésil et de Thaïlande et cela résoudra les problèmes là-bas». Ce n'est pas vrai, cela ne résoudra rien d'une part et d'autre part ces pays-là tomberont en faillite; ils le sont déjà d'ailleurs.

Si ce sont des gens intégrés dans le système qui, par prise de conscience, consomment moins, ils ne feront qu'aggraver la situation économique d'ensemble. Si on consomme moins, on produira moins, il y aura plus de chômage, etc... C'est déjà en cours et ce n'est pas une prise de conscience allant dans ce sens qui modifiera quoi que ce soit.

**P:** Parallèlement à cette prise de conscience, il faudrait une volonté politi-

que, un projet d'une autre société.

Ce n'est en tout cas pas le gouvernement français qui va dire que nous allons produire moins pour rejoindre les pays sous-développés. Ce n'est évidemment pas possible.

**P:** Je pensais à ce que dit Ingmar Gramstedt quant à la prise de conscience. Il estime que si les gens se regroupent par petites unités et vont dans le sens de productions autonomes, c'est déjà la possibilité qu'au fur et à mesure que se dégrade la situation économique, il y ait une reprise dans un sens alternatif, sur un autre projet de société.

Oui, mais cela revient à travailler à l'extérieure du système. Bien qu'il y ait une phase intermédiaire, c'est tout de même une perspective qui se situe en dehors du mode de production et de consommation actuel.

**P:** A mon avis, la priorité serait de faire une information plus généralisée sur les conséquences du développement et du sous-développement actuel, pour que ceux qui sont dans des situations de remise en question forcée, c'est-à-dire d'exclusion, puissent déboucher sur une autre pratique.

Car aujourd'hui, nombre de gens déçus par le système s'acheminent vers un individualisme total. Ils ne veulent plus penser à rien, plus rien avoir à faire avec les autres. Cela me paraît un des plus grands dangers à venir, que cet individualisme forcené se généralise parmi les gens mis hors-circuit du système et forme une masse très manipulable.

Il faudrait plutôt, dans la période actuelle, tenter d'établir des contacts, des réseaux, différentes filières qui auraient en commun un projet politique.

**J-P:** Comment analyse-tu la crise que l'on vit actuellement?

Il y en a de plusieurs sortes. Mais, globalement, c'est une restriction du marché solvable; c'est-à-dire que les capacités de production ne peuvent plus augmenter puisque le marché solvable a tendance à se réduire. L'endettement du Tiers Monde n'est qu'une des manifestations de cette restriction et, comme il y a amélioration technique, elle a tendance à se poursuivre. Ce qui veut dire que l'on améliore la productivité du travail, que l'on supprime des emplois et que cela réduit aussi, au niveau interne, les marchés de consommation...

Je pense qu'il n'y a vraiment aucun moyen de s'en sortir car il faudrait modifier l'organisation socio-politique non seulement nationale mais mondiale pour que cela puisse avoir un effet.

**A:** Des contradictions se sont développées. Par exemple, plus le circuit de production devient important, plus il faut une organisation administrative énorme pour gérer tout cela, quand on se situe sur un plan international. Donc le secteur



tertiaire occupe une place trop importante. C'est vrai que l'informatique a joué un rôle important, dans la mesure où elle a permis de diminuer les coûts de gestion. Mais, malgré tout, le nombre d'emplois dans l'industrie continue à décroître par rapport au tertiaire. C'est-à-dire qu'il faut de plus en plus de gens pour gérer un système de plus en plus réduit au niveau de la production.

**J-P: Quelles solutions auraient les pays du Tiers Monde pour lutter et sortir de leur exploitation?**

Un pays sous-développé ne peut s'en sortir que s'il réussit absolument l'anarchisme, c'est-à-dire en réalité, s'il réalise l'autogestion complète. Sans autogestion complète, il ne peut s'en sortir, c'est impossible. Or, tous les systèmes actuels reposent sur l'état. Ici, on est confronté à un cercle vicieux: le sous-développement est le résultat de la nature des échanges entre des économies inégales; l'état créé dans le Tiers Monde ne peut pas prélever de ressources sur la richesse nationale, puisque c'est une pays « pauvre »; il ne peut donc l'obtenir que sur la base des échanges, sur l'importation et l'exportation. Ce qui fait que, pour protéger son existence, l'état est tenu de maintenir le pays dans le même courant d'échanges qui est responsable de la situation dans laquelle il se trouve. Dans ce cas, évidemment, on ne peut pas trouver de solutions.

Donc, la solution ne peut être recherchée que dans une organisation de l'anarchie. C'est-à-dire, comment, concrètement, concevoir une organisation sociale pour qu'une économie puisse fonctionner sans pouvoir d'état.

**P: Il est assez difficile d'imaginer qu'un pays du Tiers Monde, déjà coincé économiquement, puisse se sortir d'un bloc, sans devenir prisonnier de l'autre.**

Si tu prends le cas d'un pays comme la Haute-Volta, qui a une économie assistée, ils pourraient sans doute développer beaucoup de choses sur place mais ils ne le font pas, car il existe des liens économiques déjà établis. Le problème est qu'en remettant en question sa vie économique à l'Ouest, on entre forcément dans le camp socialiste. On a toujours cette vision internationale des deux grandes puissances qui se partagent le monde.

Le vrai problème c'est que, justement, on a à faire à un système de pouvoir et que c'est ce système de pouvoir qui procède au choix; à partir de ce moment-là, il est coincé. L'idéal serait que la population puisse se déterminer dans son ensemble et, quand cette population n'est pas très homogène, ça n'est pas très facile.

J'avais cru cela possible quand j'étais allé à Aden, par exemple, juste après sa libération. Au départ, les dirigeants avaient pris des positions tout à fait remarquables, disant que s'ils avaient du pétrole et que celui-ci devait être la source d'une quelconque dépendance vis-à-vis de m'extérieur, ils refuseraient de l'exploiter. Il s'agissait tout de même de positions très fortes et ils étaient bien décidés à concevoir un développement sans modèle extérieur, c'était clairement affirmé. Ces gens étaient des anciens dockers, des hommes du peuple, qui avaient envie de faire quelque chose avec le peuple. Ça n'a vraiment pas duré longtemps mais enfin, au départ, il y avait quand même des possibilités.

**J-P: A quoi tiennent ces glissements? Est-ce que cela vient de l'éducation occidentale qu'ils ont reçus?**

Cela joue pour beaucoup, en effet. De toute façon, ils croient tous au développement, à la civilisation, au téléphone,

à la voiture... et leur dire qu'il faut maintenant faire abstraction de tout cela et reconstruire sans en tenir compte, c'est quand même un peu dur!

Et puis, il faut aussi tenir compte des enjeux locaux car, même avant la colonisation, il y avait des luttes de pouvoir, des élites en place, et cela complique encore les choses.

Il y a aussi des pays plus ou moins favorables. A Madagascar aussi j'ai espéré qu'il s'y passerait quelque chose car, en 1972, le mouvement ressemblait à celui de mai 1986. On pouvait penser qu'il y aurait une convergence de la population pour réaliser des modifications fondamentales mais, là encore, ça n'a pas duré. Quand l'armée prend le pouvoir, on peut difficilement espérer que ça ira dans le bon sens.

**A: A certains moments, il est possible d'avancer localement, avec des groupes d'individus, d'avoir un autre type de fonctionnement tant économique que sur le plan de l'organisation sociale; mais à une plus grande échelle, il y a le phénomène de délégation de pouvoir qui se met en place.**

Justement, il faudrait arriver un jour à dissocier les problèmes de pouvoir économiques et de pouvoir politique. En réalité, il nous faut une organisation socio politique qui ne fonctionne pas nécessairement à l'échelle d'un pays. Les nations se sont formées il y a longtemps, à l'initiative de pouvoirs et il n'est pas du tout nécessaire qu'une structuration alternative soit à l'échelle d'une nation. Il est très possible de fonctionner en micro-sociétés. L'important est d'une part le problème de la gestion politique et sociale et, d'autre part, celui de la gestion économique. On peut dissocier complètement ces deux problèmes: l'organisation économique peut être parfaitement démocratique à une échelle extrêmement vaste. ■



Après quelques problèmes, la brochure « Tiers Monde et Anarchisme » est enfin sortie. Elle regroupe les textes du dossier paru dans les numéros 51 à 54 d'IRL. Vous pouvez la commander en écrivant à:  
 - IRL Lyon, 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon  
 - IRL Paris, c/o Max Nettlau, 15 rue Gracieuse 75005 Paris.  
 (Prix: 10 francs plus port)

# ABONNEZ-

NOM: .....

PRENOM: .....

ADRESSE: .....

CODE POSTAL: .....

VILLE: .....

- ABONNEMENT 5 NUMEROS (1 AN): 60 FRANCS
- ABONNEMENT 10 NUMEROS (2 ANS): 110 FRANCS
- ABONNEMENT DE SOUTIEN (2 ANS): 150 FRANCS
- ABONNEMENT MILITANT (5 EXEMPLAIRES PENDANT 1 AN): 250 FRANCS  
 (AJOUTER 10 FRANCS POUR L'ETRANGER)

LIBELLER LES CHEQUES A: IRL CCP 4 150 95 N LYON  
 IRL 13 RUE PIERRE BLANC 69001 LYON

# A MALVILLE LE 4-5 AOÛT

**L**es Assises Européennes contre la surgénération touchent à leur fin. La présence de 250 personnes venues de divers pays, montre assez l'intérêt qu'a suscité cette proposition qui s'inscrit dans le cadre de la campagne contre Superphénix et la filière surgénératrice.

Un colloque de plus, diront les mauvaises langues! Pas tout à fait. Ces Assises ont été l'occasion d'une réflexion et d'échanges entre spécialistes sur le nucléaire. Elles sont aussi le signe d'une continuité et d'une convergence, parfois paradoxales, entre deux mouvements.

continuité pour un mouvement anti-guerre qui s'est retrouvé de nombreuses fois ces dernières années, en particulier sur le plateau du Larzac. Un Larzac qui a vaincu l'institution militaire et la bêtise.

Mais continuité aussi pour le mouvement anti-nucléaire, à plusieurs reprises réuni dans de vastes rassemblements, en particulier à Malville en 77, où la répression cynique de l'Etat a fait un mort et plusieurs blessés graves. C'est aussi une partie de cette mouvance qui se retrouva à marcher entre Malville et l'Élysée en Avril 82. Pour refuser Malville comme a été refusé le Larzac, et pour les mêmes raisons.

Ces Assises permettent d'approfondir un bilan de toutes ces années, pendant lesquelles le dossier nucléaire s'est profondément alourdi: sa faillite industrielle dans la plupart des pays, ses accidents, à Harrisburg en particulier, le suréquipement électro-nucléaire de la France, et à présent la fuite en avant avec la filière surgénératrice.

C'est aussi la compétition des deux Blocs pour la suprématie planétaire. On est passé d'une stratégie de destruction mutuelle assurée à une stratégie dite de riposte graduée qui exige une multiplication d'armes nucléaires de toutes tailles (MX, Polaris, SS 20 ou 21, Pluton...). Et en conséquence, une fabuleuse augmentation de la demande militaire en plutonium. La décision américaine d'installer en Europe Occidentale des Pershing et des Cruise n'a fait que renforcer cet affrontement est-ouest.

Mais au-delà de ces aspects techniques ou géostratégiques, ce que nous percevons plus clairement c'est la profonde similitude entre les deux faces du nucléaire.

Qu'on nous comprenne bien. Même si l'utilisation militaire de Superphénix était impossible, nous serions toujours pour l'arrêt de ce programme. Les risques « militaires » du nucléaire sont inacceptables; les risques « civils » le sont aussi. Il s'agit bien du même nucléaire qui produit les mêmes effets: même centralisa-

*Nous avons publié dans le précédent numéro d'IRL, une interview de camarades antimilitaristes qui participent à la préparation du rassemblement des 4 et 5 août prochain à Malville. Nous annonçons aussi la tenue d'Assises Européennes contre la Surgénération les 26 et 27 mai à Villeurbanne.*

*Nous publions ici le texte de présentation fait par Georges David, militant du Collectif d'Opposition à Superphénix.*



(photo Mimmo-IRL)

tion, même anti-démocratie, mêmes pouvoirs financiers, même mépris, même croyance en une toute puissance technologique. La seule différence, en fait, tiendrait dans le fait que le militaire tue plus rapidement que le civil. Superphénix, au vu des débats, pourrait rattraper ce léger décalage...

Dans cette logique de l'absurde, Superphénix et la filière surgénératrice occupent une place de choix. Avec eux, la France se situe dans le peloton de tête dans la course à l'armement nucléaire et au suréquipement électronucléaire. En nous opposant à Superphénix, nous balayons devant notre porte et nous mettons en relief la responsabilité précise de la France dans cette stratégie de tension, en donnant un coup de frein à la modernisation de la frappe nationale. Ce sera notre meilleure contribution à la lutte commune des peuples d'Europe pour la dénucléarisation de notre continent, en collaboration avec tous les mouvements européens et internationaux qui ne s'alignent ni sur l'OTAN, ni sur le Pacte de Varsovie.

Superphénix devrait être mis en fonctionnement au cours de l'année 1985. Mais déjà la décision d'ouvrir les travaux d'un deuxième surgénérateur à Creys-Malville ou à St-Etienne des Sorts est imminente. Vous le voyez, les échéances

de lutte ne s'arrêtent pas à la porte de ces Assises, ni même au soir du grand rassemblement que nous organisons les 4 et 5 août prochains en face du site de Superphénix. Il faut assurer une continuité, dans les initiatives et dans les idées, pour enfin mettre en place ce « mouvement contre tous les nucléaires ». Il faut nous ouvrir à d'autres forces politiques et sociales sans démagogie ni renoncement. Ce que nous voulons, c'est un mouvement, pas des électeurs. Il n'est peut-être pas inutile de le rappeler dans cette période.

Aujourd'hui nous sommes à Lyon, mais nous sommes aussi à St-Etienne des Sorts, à la Hague, à Albion, à l'Île Longue, à Comiso, à Greenham Common, à Kalkar, et tous ces sites européens, symboles et réalités de l'oppression du nucléaire souriant ou grimaçant... Et nous serons à Malville les 4 et 5 août.

Je vous remercie chaleureusement de votre présence aujourd'hui.

*(Présentation de Georges DAVID  
du Collectif d'Opposition  
à Superphénix)*

**COORDINATION NATIONALE POUR  
L'ARRÊT DE MALVILLE  
c/o CEP BP 5006 ST JEAN  
69245 LYON CEDEX 5  
Soutien financier: Michel Bernard  
CCP 626 63 K LYON**

# L'écologie du féminisme et le féminisme de l'écologie

(La femme) est devenue la personnification de la fonction biologique, l'image de la nature, dont la conquête a assis le renom de cette civilisation. Depuis des millénaires les hommes ont rêvé de conquérir la domination absolue sur la nature, de convertir l'univers en un immense terrain de chasse. C'est pour ceci que l'idée de l'homme était spécialement adaptée à une société de domination masculine. C'était la signification de la raison, sa vantardise la plus orgueilleuse.

Horkeimer et Adorno (1972 p.248)

**T**ous les humains sont des êtres naturels. Cela peut sembler quelque chose d'évident, mais nous vivons dans une culture fondée sur le reniement de la nature et sa domination. Ceci a une signification spéciale pour les femmes parce que, dans la pensée patriarcale, on croit que les femmes sont plus proches de la nature que les hommes. Ceci donne aux femmes un rôle particulier qui achève la domination de la nature, en conciliant l'aliénation de la nature humaine et non humaine. C'est aussi le but final du mouvement écologique mais celui-ci n'est pas inévitablement féministe.

Pour la plupart, les écologistes, avec leur intérêt pour la nature non-humaine n'ont pas, jusqu'à présent, compris qu'ils ont un jalon particulier à franchir en mettant fin à la domination des femmes. Ils ne comprennent pas qu'une raison centrale de l'oppression des femmes est son association avec la nature dédaignée dont ils s'occupent. La haine de la nature et la haine des femmes sont étroitement liées et se renforcent mutuellement. Débutant par ses prémisses, cet article explore pourquoi le féminisme et l'écologie ont besoin l'un de l'autre, et suggère les rudiments d'une théorie du féminisme écologique : « éco-féminisme ».

## QU'EST-CE QUE L'ÉCOLOGIE ?

La science écologique s'occupe des connexités de toutes les formes de vie entre elles. Elle cherche à harmoniser natures humaine et non-humaine. Elle vise à avoir une vue globale, dans une période de fragmentation et de spécialisation. C'est aussi une science exigeante qui fonde et nécessite une critique de notre société actuelle. C'est une science qui la reconstruit, qui suggère des direc-

tions pour la reconstruction de la société humaine en harmonie avec l'environnement naturel.

Les écologistes sociaux posent la question de savoir comment on peut survivre sur la planète et développer les systèmes de fabrication de nourriture et d'énergie, de l'architecture et des façons de vivre qui permettront aux êtres humains de remplir leurs besoins matériels et de vivre en harmonie avec la nature non-humaine. Ce travail a amené les biologistes à une critique sociale et les penseurs en sciences humaines à une exploration de la biologie et de l'écologie. La perspective qui tente, avec la conscience, d'avoir une vue globale, à la fois des aspects biologiques et sociaux des rapports entre les êtres humains et leur environnement, est reconnue comme l'écologie sociale. Cette perspective, développée par Murray Bookchin(1), a concrétisé la critique anarchiste qui lie la domination et la hiérarchie dans la société humaine à l'exploitation de la société non-humaine. Pour utile que soit cette analyse, l'écologie sociale sans le féminisme est incomplète.

Le féminisme fonde sa critique de la domination en en identifiant les autres formes au modèle que représente celle des hommes sur les femmes. Potentiellement, le féminisme crée une communauté globale et concrète des intérêts, particulièrement entre celles qui, dans le monde, sont particulièrement orientées vers la vie : les femmes. L'analyse féministe fournit la théorie, le programme et le développement sans lesquels le potentiel radical de l'écologie reste émoussé. L'« éco-féminisme » développe les connexions entre l'écologie et le féminisme dont l'écologie sociale a besoin pour atteindre son propre but déclaré : la création d'une façon de vivre libre et écologique.

Quelles sont ces connexions ? L'écologie sociale met en question la croyance dualiste que nature et culture sont indépendantes et opposées. L'« éco-fémi-



nisme» trouve la misogynie à la source de toute l'opposition. Les principes éco-féministes sont basés sur les croyances suivantes :

1—La construction de la civilisation industrielle occidentale en opposition à la nature entre en relation dialectique avec l'oppression des femmes et la renforce, parce qu'on croit que les femmes sont plus proches de la nature. Donc les «éco-féministes» entreprennent la lutte pour la vie de toute la nature, comme pour la nature.

2—La vie sur terre est un tissu interconnecté, pas une hiérarchie. Il n'y a pas de hiérarchie naturelle ; la hiérarchie humaine est projetée sur la nature et sert ensuite à justifier la domination sociale. Donc, la théorie «éco-féministe» cherche à montrer les connexions entre toutes les formes de domination, y compris la domination de la nature ; inévitablement la pratique «éco-féministe» est anti-hiérarchique.

3—Un «éco-système» sain et équilibré, comprenant les habitants humains et non-humains, doit maintenir la diversité. Ecologiquement, la simplification de l'environnement est un problème aussi important que sa pollution. La simplification biologique, c'est-à-dire la liquidation de toutes les espèces, correspond au processus qui vise à réduire la diversité des humains en les transformant en travailleurs sans personnalité, et à celui qui veut homogénéiser les goûts et les cultures à travers les marchés de consommation des masses. La vie sociale et la vie naturelle sont littéralement simplifiées pour tendre vers l'inorganique, ceci pour la convenance de la société de marché. Donc, nous avons besoin d'un mouvement global et décentralisé qui, fondé sur les intérêts communs, prône néanmoins la diversité et s'oppose à toutes les formes de la domination et de la violence. Potentiellement, l'«éco-féminisme» est un tel mouvement.

4—La survie des espèces nécessite une compréhension nouvelle de notre relation à la nature, de notre propre nature corporelle et de la nature non-humaine autour de nous. Cela nécessite une mise en accusation du dualisme entre la nature et la culture et, parallèlement, une restructuration radicale de la société humaine conformément aux principes féministes et écologistes.

«Quand nous parlons de transformation, nous parlons plus exactement de la vision d'un processus qui ne laissera ni les surfaces, ni les profondeurs inchangées, qui pénétrera la société au niveau le plus essentiel de la domination des femmes et de la nature par les hommes...» (Rich : «On Lies, Secrets and Silence», 1979)

Le mouvement écologique, en théorie et en pratique, essaie de parler au nom de la nature, l'«autre» qui n'a pas de voix et n'est pas imaginé objectivement dans notre civilisation. Le féminisme représente le refus de l'«autre» originel dans la société humaine patriarcale de rester silencieux ou d'être l'«autre» plus longtemps. Sa mise en accusation

de la domination sociale s'étend au delà du sexe aux dominations sociales de toutes sortes, parce que la domination du sexe, de la race, de la classe, et la domination de la nature se renforcent mutuellement. Les femmes sont les «autres» dans la société humaine ; en public elles ont gardé le silence, elles parlent maintenant à travers le mouvement féministe.

### LES FEMMES, LA NATURE ET LA CULTURE LA POSITION ECO-FEMINISTE

Dans le projet de construction de la civilisation industrielle occidentale, la nature est devenue quelque chose à dominer, à vaincre, faite pour servir les besoins des hommes.

Elle a été dépouillée de ses pouvoirs magiques et accessoires et on l'a réduite à l'état de «ressources naturelles» exploitées par les êtres humains pour accomplir les besoins et desseins humains définis en opposition à la nature(2). Le christianisme dualiste est devenu puissant avec le déclin des anciennes religions païennes et du système des croyances animistes. La désillusion de la nature a créé les conditions pour l'exploration scientifique sans frein et l'exploitation technique. Nous payons maintenant les conséquences de la croyance dans le contrôle illimité de la nature et dans la capacité de la science à résoudre n'importe quel problème ; c'est ainsi que les centrales nucléaires sont construites sans que soient prises les dispositions nécessaires pour l'évacuation des déchets et que des satellites sont envoyés dans l'espace sans que soient prises les précautions nécessaires à leur retour.

Dans cette voie, la nature est devenue l'«autre», quelque chose qui diffère essentiellement de celui qui a la position dominante, dont la finalité est d'être transformée en objets subordonnés. Les femmes, identifiées à la nature, ont été pareillement transformées en objets subordonnés de la société patriarcale. De ce point de vue, les femmes et la nature sont les «autres» originels. Simone de Beauvoir a clarifié cette liaison dans *Le Deuxième Sexe*. Pour de Beauvoir, la transcendance est le travail de la culture, que fait les hommes ; elle tend à vaincre l'immanence, c'est le processus de construction de la culture qui est fondé sur la domination croissante de la nature. L'immanence symbolisée par les femmes est le souvenir des hommes, elle est ce qui les fait penser à ce qu'ils voudraient oublier. Pour accomplir l'humanité et la transcendance, il doit oublier ses liens avec la nature.

«L'homme recherche dans la femme l'Autre comme Nature et comme son semblable. Mais on sait quels sentiments ambivalents la Nature inspire à l'homme. Il l'exploite, mais elle l'écrase ; il naît d'elle et il meurt en elle ; elle est la source de son être et le royaume qu'il soumet à sa volonté ; c'est une gangue matérielle dans laquelle l'âme est prisonnière et c'est la réalité suprême ; elle est la contingence et l'Idée, la finitude et la

totalité ; elle est ce qui s'oppose à l'Esprit et lui-même. Tour à tour alliée, ennemie, elle apparaît comme le chaos ténébreux d'où sourd la vie, comme cette vie même, comme l'au-delà vers lequel elle tend ; la femme résume la nature en tant que Mère, Epouse et Idée ; ces figures tantôt se confondent et chacune d'elles a un double visage.» (3)

Pour de Beauvoir, la civilisation patriarcale est basée sur le refus de la mortalité des hommes, ce dont les femmes et la nature sont les garants éternels. Les pouvoirs de procréation des femmes sont distingués des pouvoirs de création, ceux-ci étant les réalisations de la culture grâce auxquels les hommes accèdent à l'immortalité. Et pourtant, cette transcendance sur les femmes et la nature ne peut jamais être totale : ainsi naissent l'ambivalence, le besoin de l'autre pour affirmer sa personnalité, la dépendance affective et matérielle. Ainsi se développe un fétichisme du corps des femmes, fétichisme marqué par l'amour-haine qui trouve son accomplissement dans les expositions de sado-masochisme et de pornographie qui montrent les femmes comme objets qu'on subjugué, humilie, viole : la concrétisation de cette peur et de ces désirs.

Une contribution importante au travail de Simone de Beauvoir est qu'il montre que les hommes cherchent à dominer les femmes et la nature pour des motifs qui ne sont pas seulement économiques. Ils agissent de la sorte également pour des motifs psychologiques, qui impliquent un refus d'une partie d'eux-mêmes, partie qui a une place aussi importante que la part d'eux qui participe à la création de la culture. Ce processus commence par le rejet hors des petits garçons de leur tendresse et de leur empathie et par l'orientation de leur curiosité naturelle humaine et leur joie en un besoin d'influence sur le monde environnant, à travers des attitudes arrogantes et des sentiers destructeurs.

Pour les hommes, élevés dans une culture qui prône la haine de la femme, le fait d'être nés de femmes et dépendants d'une nature non-humaine a quelque chose d'effrayant. Le processus d'objectivation, de transformation des femmes et de la nature en «autres», destinés à être appropriés et dominés, est fondé sur un oubli profond de la part des hommes. Ils oublient qu'ils sont nés des femmes, qu'ils furent dépendants des femmes pendant leurs premières années impuissantes, et qu'ils dépendent de la nature non-humaine toute leur vie, alors que celle-ci tient compte d'abord de l'objectivation, puis de la domination. «La perte de la mémoire est une condition nécessaire à la science. Toute objectivation est un oubli.» (Horkeimer et Adorno).

Mais la partie niée des hommes n'est jamais tout à fait effacée. La mémoire demeure à travers la connaissance de la mortalité et la peur du pouvoir des femmes. Il existe une fragilité fondamentale de l'identité sexuelle qui revient à la surface quand les vérités reçues des hommes

et des femmes sont en rivalité ; les sexes sortent alors de leurs rôles « naturels ». L'opposition à l'amendement pour l'égalité des droits, qui n'était pas très radical, peut être expliquée en partie par ces bases. Plus menaçants sont l'homosexualité et le mouvement pour la libération des homosexuels, parce qu'ils désignent une vérité plus radicale, à savoir que l'orientation sexuelle n'est pas indélébile, et qu'il n'y a pas d'hétérosexualité naturelle. Le lesbianisme, en particulier, qui suggère que les femmes qui possèdent le pouvoir primordial repoussé peuvent se suffire à elles-mêmes, rapelle aux hommes qu'on n'a pas besoin d'eux. Les hommes sont forcés de se souvenir de leur propre dépendance par rapport aux femmes et du besoin qu'ils ont d'elles pour la construction de leur réalité privée et leur civilisation publique. De nouveau, il est nécessaire de refouler la mémoire et d'opprimer les femmes.

La reconnaissance des liens entre les femmes et la nature et de la position des femmes comme un point entre la nature et la culture induit trois directions pour le féminisme. Une direction vise à l'intégration des femmes dans le monde de la culture et de la production, en rompant les liens entre les femmes et la nature. L'anthropologiste Sherry Ortner écrit : « Finalement, les femmes et les hommes peuvent et doivent être entraînés également dans les projets de la créativité et de la transcendance. Alors seulement, on verra les femmes dans la lignée de la culture, en une dialectique continue entre la nature et la culture. » Cette position ne questionne pas le dualisme culture—nature, en soi, et c'est la position prise par la plupart des socialistes-féministes et par de Beauvoir et Ortner, en dépit de leur compréhension des liens entre les femmes et la nature. Elles considèrent que la disjonction des liens entre les femmes et la nature est une condition à la libération des femmes.

D'autres féministes ont renforcé les liens entre les femmes et la nature : les femmes et la nature, le spirituel et l'intuitif, face à l'homme et à la culture de la rationalité patriarcale(4). Cette position non plus ne questionne pas forcément le dualisme nature—culture et ne reconnaît pas que la sensibilité écologique des femmes et l'orientation vers la vie ont une perspective sociale qui pourrait être élargie hors de nous, perspective sociale qui pourrait dépendre de nos vies quotidiennes. Il n'y a pas de raison de croire que, si les femmes ont entre les mains le pouvoir patriarcal, elles agiront différemment des hommes, ni que nous pourrions accomplir une révolution féministe sans une compréhension consciente de l'histoire et sans affrontement avec structures du pouvoir économique et politique en place.

L'«éco-féminisme» suggère une troisième direction : une reconnaissance de ce que, bien que le dualisme nature—culture soit un produit de la culture, nous pouvons cependant choisir consciemment de ne pas briser les liens fem-



mes—nature en nous joignant à la culture masculine. Au contraire, nous pouvons l'utiliser comme une position avantageuse en vue de la création d'une espèce différente de culture et de politique. Cette politique intégrerait les formes intuitives, spirituelles et raisonnables de la connaissance, en embrassant la science aussi bien que la magie dans la mesure où elles nous mettent en état de transformer la distinction nature—culture et d'envisager une société libre et écologique.

#### L'ECO-FEMINISME ET L'INTERSECTION DU FEMINISME ET DE L'ÉCOLOGIE

Une culture basée sur la dévalorisation de l'acte de donner la vie et la valorisation de l'acte qui consiste à la prendre a des implications profondes pour l'écologie et pour les femmes. Ce fait de notre culture lie les théories et les politiques du mouvement écologique à celles du mouvement féministe. Adrienne Rich a écrit : « Nous avons été perçues depuis de trop nombreux siècles comme la nature pure, exploitée et violée comme la terre et le système solaire ; il n'y a rien d'étonnant à ce que, maintenant, nous aspirions à devenir culture : l'esprit pur, l'âme. Cependant, ce sont précisément cette culture et ces institutions politiques qui nous ont éloigné d'elles-mêmes. Ce faisant, elles se sont aussi détachées de la vie, devenant la culture mortelle de quantification, d'abstraction, culture basée sur la volonté de puissance, qui a atteint sa destructivité la plus raffinée pendant ce siècle. C'est cette culture et ces politiques que les femmes ambitionnent de changer. » (1976 p. 285)

La voie qui fonde une critique féministe de « cette culture et des ces politiques de l'abstraction », nécessite une perspective écologique consciente que nous appliquons à toutes les théories et stratégies, de la même manière que nous appliquons les facteurs de race et de classe à chaque phase d'une analyse féministe.

De même, l'écologie a besoin d'une perspective féministe. Sans une profonde analyse féministe de la domination sociale, qui révèle les racines interconnectées de la misogynie et de la haine de

la nature, l'écologie reste une abstraction : elle est incomplète. Si les hommes qui s'intéressent à l'écologie scientifique et à l'écologie humaine négligent de s'occuper de la misogynie, la plus profonde manifestation de la haine de la nature dans leur propre vie, ils ne vivent pas les vies écologiques et ne créent pas la société écologique qu'ils revendiquent.

Les buts d'harmonisation de l'humanité et de la nature non-humaine, au niveau théorique aussi bien qu'expérimental, ne peuvent pas être atteints sans la vision radicale et la compréhension ouverte qui vient du féminisme. Les intérêts jumeaux de l'«éco-féminisme», de la libération humaine et de notre rapport à la nature non-humaine, ouvrent la voie à la recherche de différentes règles éthiques nécessaires à la prise de décision dans le domaine de la technologie. La technologie, c'est l'ensemble des outils que les êtres humains utilisent en interaction avec la nature, et cela va de la flèche aux bombes nucléaires.

L'«éco-féminisme» contribue aussi à la compréhension des rapports entre la domination de la nature non-humaine. La science écologique nous enseigne qu'il n'y a pas de hiérarchie dans la nature elle-même, mais plutôt une hiérarchie dans la société humaine qui est projetée sur la nature. L'«éco-féminisme» découle de la théorie féministe qui affirme que la domination des femmes était la domination originelle dans la société dont toutes les autres hiérarchies, de rang, de classe et de pouvoir politique ont découlé. Pour démasquer l'idée d'une hiérarchie naturelle des personnes, l'«éco-féminisme» utilise la perspective écologique pour développer la position selon laquelle il n'y a pas de hiérarchie dans la nature : ni parmi les personnes, ni entre les personnes et le reste du monde naturel, ni parmi les multiples formes de la nature non-humaine. Nous vivons sur terre avec des millions d'espèces, l'espèce humaine est seulement l'une d'entre elles. Cependant, l'espèce humaine dans sa structure patriarcale est la seule qui ait la croyance consciente qu'elle a le droit de l'autorité sur les autres espèces et la planète entière. Paradoxalement l'espèce humaine est complètement dépendante de la nature non-humaine. Nous ne pourrions pas vivre sans le reste de la nature ; elle pourrait vivre sans nous.

L'«éco-féminisme» s'inspire d'un autre principe de la science écologique — l'unité dans la diversité — et le développe politiquement. La diversité dans la nature est nécessaire et enrichissante. Un des principaux effets de la technologie industrielle, capitaliste ou socialiste, est la simplification de l'environnement. Beaucoup d'espèces ont été purement et simplement exterminées et n'ont plus jamais reparues sur la terre. Dans la société humaine, le capitalisme marchand simplifie intentionnellement la communauté humaine et la culture, afin de vendre les mêmes produits n'importe où

et à n'importe qui. La perspective est que nous soyons tous semblables, avec des besoins et des désirs identiques, tout autour du globe: Coca-Cola en Chine, blue jeans en Russie et, virtuellement, le rock américain partout.

Il n'y a que peu de peuples sur terre qui n'ont pas eu leur vie touchée et chargée à un certain degré par la technologie de l'industrialisation.

L'«éco-féminisme», en tant que mouvement social, résiste à cette simplification sociale en soutenant la riche diversité des femmes dans le monde entier et en cherchant une unité à travers cette diversité. Politiquement, l'«éco-féminisme» s'oppose à l'idée que les différences peuvent séparer les femmes, par les oppressions de la classe, du privilège, de la sexualité et de la race.

Le message spécifique de l'«éco-féminisme» est que, lorsque les femmes subissent la domination sociale et la domination de la nature, la plus grande partie de la planète subit cette même domination et est également menacée par elle. Il est significatif que le féminisme et l'écologie aient surgi aujourd'hui, comme une révolte de la nature contre les jeux de la domination en tant que telle, dans l'histoire humaine et dans l'histoire non-humaine en même temps. Affrontés au lent empoisonnement de l'environnement et à sa simplification, ou bien au possible déclenchement de nos arsenaux nucléaires, nous pouvons espérer que la perspective de l'extinction de la vie sur la planète provoquera un élan universel pour un changement social. L'«éco-féminisme» soutient les visions utopiques de communautés harmonieuses, diversifiées, décentralisées, en utilisant seulement ces technologies fondées sur les principes écologiques, comme la seule solution possible à la survie sur la terre.

Les visions et les politiques se rejoignent au sein d'une culture et d'une politique «éco-féministe» qui commence à émerger. Les «éco-féministes» prônent l'action directe pour réaliser des changements qui sont immédiats et personnels aussi bien qu'à long terme et structurels. L'action directe, cela consiste à apprendre à conserver une santé (harmonieuse) et des technologies écologiques alternatives; cela consiste aussi à vivre dans des communautés qui explorent les formes anciennes et nouvelles d'une spiritualité qui célèbre la vie dans son ensemble, en tant qu'expressions diverses de la nature; c'est aussi prendre en considération les conséquences écologiques de nos manières de vivre et de nos habitudes personnelles, et participer à la création de formes publiques de résistance, parmi lesquelles la désobéissance passive non-violente.

#### **VERS UNE PRAXIS ECO-FEMINISTE: L'ANTIMILITARISTE FEMINISTE**

La théorie ne se traduit jamais ou pratiquement en pratique: en fait, la théorie reste souvent en arrière de la pratique, essayant d'articuler la compréhension

derrière les choses que les gens ont déjà réalisées. La Praxis est l'unité de la pensée et de l'action, ou de la théorie et de la pratique. Beaucoup de femmes qui ont fondé le mouvement antimilitariste féministe en Europe et aux Etats-Unis partagent la perspective «éco-féministe» que j'ai articulée. Je crois que le mouvement, que je décrirai brièvement, s'élargit avec une telle compréhension. Pendant les trois dernières années, j'ai personnellement participé au mouvement antimilitariste «éco-féministe»; ce qui suit est donc le rapport de première main d'un exemple de notre praxis.

Les liens entre la violence contre les femmes, en culture militarisée, et le développement des armes nucléaires ont été depuis longtemps évidents aux pacifistes (Deming). Les «éco-féministes» comme moi qui ont consacré leur vie à la compréhension des liens entre la misogynie et la destruction de la nature, ont commencé à considérer le militarisme et la fabrication des armes pourvoyeuses de mort comme la menace la plus immédiate à la continuation de la vie sur la planète, tandis que les effets écologiques des autres technologies modernes posent une menace à long terme. De cette façon, le militarisme est devenu un dénouement central pour la plupart des «éco-féministes». Avec ce développement, beaucoup d'entre nous ont accepté l'analyse de la violence que les féministes pacifistes font et, en conséquence, ont commencé à considérer l'action directe non-violente et la résistance comme la base de notre pratique politique.

L'analyse «éco-féministe» du militarisme est concernée par la militarisation de la culture et les priorités économiques reflétées par nos énormes budgets consacrés à la défense et les budgets en diminution consacrés aux services sociaux. Le niveau des armements et les priorités militaristes économiques sont les produits d'une culture patriarcale qui parle de violence à tous les niveaux. Notre liberté et nos vies sont menacées même s'il n'y a pas de guerre, et même si l'arme nucléaire n'est pas utilisée. Nous avons tenté de rendre claires les voies spécifiques que subissent les femmes du fait de l'état de guerre, en tant que proies des armées victorieuses, en tant que réfugiées, en tant que, infirmes et âgées, ou bien mères célibataires qui sont dépendantes des services sociaux dont les prestations vont en diminuant. Nous relient la peur de l'anéantissement nucléaire à la peur des femmes de la violence masculine dans nos vies quotidiennes.

Pour les «éco-féministes», la technologie militaire reflète une situation culturelle et politique qui s'infiltré partout. Elle est liée au viol, au génocide, à l'impérialisme, à la famine, à l'absence de foyer, à la vie peureuse des peuples de la terre et en particulier des femmes. Les hiérarchies des militaires et du pouvoir de l'Etat se rejoignent et se renforcent mutuellement, grâce à la technologie militaire. En particulier, sous l'influ-

ence de l'«éco-féminisme», le mouvement antimilitariste des féministes aux Etats-Unis et en Europe est un mouvement contre une technologie monstrueusement destructrice et un réseau de rapports de domination concrétisés par les militarismes.

Des actions ont été organisées contre le Pentagone aux Etats-Unis et contre des installations militaires en Europe. L'action des femmes contre le Pentagone, conçu à l'origine lors d'une conférence «éco-féministe», que j'avais organisée avec d'autres, a eu lieu les 16 et 17 novembre 1980 et les 15 et 16 novembre 1981. Elle a regroupé environ 2000 femmes la première année et largement deux fois plus la seconde. J'ai pris part à



Larzac 83 (Photo Yves Guélaud)

l'élaboration de ces deux actions et nous avons pris soin de faire en sorte qu'elles reflètent tous les aspects de nos conceptions politiques. Volontairement, il n'y avait pas d'orateurs, pas de leaders; l'action a cherché à mettre en évidence les relations entre le résultat militaire et les autres résultats «éco-féministes».

Les thèmes de l'action des femmes contre le Pentagone ont été maintenus dans les autres actions auxquelles notre groupe a participé, y compris les actions organisées par d'autres. A la marche pour le désarmement des 12-14 juin 1982, à New York, le groupe l'a rejoint en lançant le thème: «Un monde féministe et une zone sans arme nucléaire». Le slogan était suspendu à un globe im-



mense. D'autres bannières ont énoncé leurs visions d'un avenir féministe et des participants portaient des badges sur lesquels on pouvait lire: «La guerre est faite par les hommes», «Arrêtez la violence dans nos vies» et «Désarmons le patriarcat». D'autres actions analogues se sont inspirées de l'action des femmes contre le Pentagone, aux Etats-Unis et en Europe. En Californie, le Club «Bohemian», un lieu de détente destiné à l'élite corporative, gouvernementale et militaire, réservé aux hommes, fut le lieu d'une manifestation organisée par les femmes qui l'ont entouré et ont mimé un rituel de protestation pour affirmer la vie. En Angleterre, le 12 décembre 82, 30 000 femmes ont entouré une installation militaire américaine (Grenham Common). Elles ont tissé des vêtements de bébé, des écharpes et dit des poèmes et autres symboles de leur vie. A un moment, spontanément, le mot «liberté» a jailli des lèvres des femmes et pouvait s'entendre tout autour de la base. Le 13 décembre, 3 000 femmes ont bloqué sans violence les entrées de la base.

Les politiques créées par ces actions se fondent sur la culture des femmes; elles reprennent ce qu'il y a de mieux dans les formes de socialisation spécifiquement féminines; elles sont construites sur les différences des femmes, s'organisent en petits groupes contre la hiérarchie en recherchant des moyens spectaculaires et qui fassent appel à l'imagination et à l'émotion, dans le but de rechercher une intégration globale des résultats.

Ces actions donnent des exemples de ce que peut être l'«éco-féminisme». Tandis que des experts technocrates (y compris des féministes) discutent des mérites et des inconvénients des systèmes d'armements, les «éco-féministes» font une approche du désarmement qui se situe sur le plan personnel et moral. L'«éco-féminisme» soutient qu'une culture personnalisée et décentralisée, qui affirme la vie, que les politiques d'action directe ont un besoin crucial de stopper la course aux armements et de transformer les priorités du monde. Parce que de telles armes n'existent pas indépendamment d'un mépris des femmes et de la nature, la question du désarmement et la menace de la guerre nucléaire sont des problèmes féministes. C'est le problème humain crucial et le problème écologique crucial. Et, par conséquent, l'écologie, le féminisme et la libération de toute la nature, y compris nous-mêmes, sont des problèmes étroitement liés.

Ynestra KING

(Traduit de HARBINGER - *The Journal of Social Ecology*, Vol 1, No 2 - Fall 83 Institute for Social Ecology, PO Box 69 Plainfield, Vermont 05667 - USA)

## NOTES

- (1) Je dois beaucoup à Bookchin pour ma compréhension théorique de l'écologie sociale.
- (2) Merchant interprète la Révolution scientifique comme la mort de la nature et argumente qu'elle a eu un effet particulièrement néfaste sur les femmes.
- (3) Voir Susan Griffin (1981) pour un développement complet en ce qui concerne les relations entre la haine de la nature, la haine de la femme et la pornographie.
- (4) Beaucoup de ces féministes s'intitulent elles-mêmes «éco-féministes». Certaines citent le livre de Susan Griffin «Woman and nature» comme étant à l'origine de leur compréhension des profondes connexions qui peuvent exister entre les femmes et la nature et leurs politiques. «Woman and Nature» est un travail d'inspiration poétique qui a des implications politiques. Il explore le terrain de notre nature profonde mais je ne l'ai pas compris comme une esquisse d'une réflexion politique. Utiliser le travail de Griffin en ce sens, c'est en faire quelque chose à quoi il n'était pas destiné. A travers les conversations personnelles et à travers ses travaux plus explicitement politiques, tel que «Pornography and Silence» (1981), Griffin est anti-dualiste, lutte pour établir un pont entre les fausses oppositions entre nature et culture, passion et raison. La science et la poésie sont toutes deux des réflexions profondément intuitives. Un autre travail souvent cité par les «éco-féministes» est «Gyn/ecology» (1978) de Mary Daly. Daly, une philosophe théologienne, est aussi un penseur inspiré, mais c'est un penseur purement dualiste, qui renverse les valeurs de la théologie patriarcale. Bien que j'ai une grande dette envers Daly, mes perspectives diffèrent des siennes, en ce que je crois qu'une politique vraiment écologique, incluant le féminisme écologique, doit être radicalement anti-dualiste.

## BIBLIOGRAPHIE

- De Beauvoir, Simone. *Le Deuxième Sexe*. Paris, Gallimard.
- Bookchin, Murray. *The Ecology of Freedom: The Emergence and Dissolution of Hierarchy*. Palo Alto: Cheshire Books, 1982.
- Daly, Mary. *Gyn/ecology: The Metaethics of Radical Feminism*. Boston: Beacon Press, 1978.
- Deming, Barbara. *We Cannot Live without Our Lives*. New York: Grossman, 1974.
- Fisher, Bérénice. «Women Ignite English Movement» *Womanews*. Fév. 1983.
- Griffin, Susan. *Woman and Nature*. New York: Harper & Row, 1978.
- Griffin Susan. *Pornography and Silence: Culture's Revenge against Nature*. New York: Harper & Row, 1981.
- Horkeimer, Max, and Theodor W. Adorno. *Dialectic of Enlightenment*. New York: Seabury Press, 1972.
- King, Ynestra. «Feminism and The Revolt of Nature» *Heresies* 13:12-16, Automne 1981.
- King, Ynestra. «All is Connectedness: Scenes from the Women's Pentagon Action USA». In *Keeping the Peace: A Women's Peace Handbook 1*, ed. by Lynne Johnes. London: The Women's Press, 1983.
- Merchant, Carolyn. *The Death of Nature: Women, Ecology, and the Scientific Revolution*. New York: Harper & Row, 1980.
- Ortner, Sherry B. «Is Female to Male as Nature is to Culture?» In *Woman, Culture and Society*, ed. by Michele Zimbalist Rosaldo and Louise Lamphere. Stanford: Stanford University Press, 1974.
- Reuther, Rosemary. *New Woman/New Earth: Sexist Ideologies and Human Liberation*. New York: Seabury Press, 1975.
- Rich, Adrienne. *On Lies, Secrets, and Silence*. New York: W.W. Norton, 1979.
- Starhawk. *Dreaming the Dark: Magic, Sex and Politics*. Boston: Beacon Press, 1982.

# Notes pour l'avenir

**T**out est politique. Cela est certes une formule devenue creuse, mais c'est aussi une réalité quotidienne. Chacun de mes actes, chaque jour, prend sens par rapport à l'idée que je me fais de ma vie et de la vie en général. Il peut me rendre plus joyeux, plus fort, plus prêt à comprendre ceux qui m'entourent ou que je rencontre fortuitement, plus apte à saisir la réalité qui m'entourne et à la modifier. A l'inverse, ce peut être quelque chose qui me tire vers l'arrière, vers la passivité, et laisse à mon corps un goût d'amertume et d'insatisfaction.

Si la musique tient une place importante dans ma vie, de quel côté se rangera-t-elle? Quel intérêt peut-on trouver à essayer de réfléchir à sa place, dans un monde où tous les jours des enfants (et des adultes) sont massacrés, sans parler de ceux qui meurent de faim un peut partout, dans l'indifférence générale, ou parmi les apitoiement hypocrites? Le concert que je fréquente avec plaisir, est aussi un rituel social où des gens (peut-être moi aussi) viennent s'assurer que les choses sont toujours en place, les musiciens en smoking, et les œuvres du passé, immuables. A l'évidence, nombre de ceux que je cotoie lors de ce rituel ne partagent pas ma conception de l'existence. Ou alors, comme eux, je viens rechercher ici une drogue et une consolation.

## DROGUE ET CONSOLATION

Par ailleurs, la plupart de ceux qui font profession d'être musiciens, en tous cas parmi les compositeurs, ne se distinguent pas par des positions politiques bien marquées. Leurs opinions sont en général floues, ou sans rapport avec leur art et, publiquement, la plupart manifestent un discret attachement au pouvoir en place, qui d'ailleurs leur permet de vivre (assez chichement), ce qui pourrait indiquer qu'il y trouve son compte. D'autres, moins nombreux, se rallient plus massivement, mais sans grande analyse, à une alternative possible, le P.C. par exemple. Pour autant, leurs œuvres ne sont pas plus soignées de souffle révolutionnaire. D'autres encore se réclament d'un humanisme généreux, mais flou et leurs déclarations publiques sont souvent empreintes de contradictions. Tout ceci ne prouve rien, si ce n'est qu'il n'y a pas de raison de demander aux musiciens plus de clair-

voyance politique qu'au commun des mortels; les compositeurs n'écrivent pas pour illustrer des idées et, si il y a une relation entre l'œuvre musicale et la réalité politique et sociale, cette relation n'est pas de nature causale.

A ma connaissance, parmi les compositeurs contemporains connus, seul John Cage se réclame ouvertement de

l'anarchisme et se rattache au grand courant américain de renouveau des idées libertaires. Il essaie de faire une musique qui laisse place à une organisation naturelle des sons, sans hiérarchie a-priori, et à laquelle puissent se joindre même ceux qui n'ont aucune « culture » musicale, une musique qui pourrait être l'expression de la vie même. Mais, là non plus, le lien entre



conceptions théoriques et le résultat esthétique n'est pas toujours évident !

## ART ET REVOLUTION

Même aux beaux temps de l'anarchisme à la fin fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, alors que poètes et peintres célèbres flirtaient avec l'anarchisme, les musiciens restaient sur une prudente réserve. Une exception cependant avec Wagner, un temps copain avec Bakounine, à Dresde, et qui a écrit un livre consacré à l'Art et la Révolution, dans lequel il critique la culture dominante et prône un retour à la nature avec des arguments parfois proches de ceux utilisés par les écologistes révolutionnaires. C'est de cette période que date la conception de l'« Anneau des Nibelungen », qui se termine par le « Crépuscule des Dieux » et le triomphe de l'amour sur l'obscurantisme et le totalitarisme. Tout ça n'a d'ailleurs pas empêché le « Crépuscule des Dieux » d'être un des tubes du régime nazi, ce qui prouve qu'on peut faire dire ce qu'on veut à la musique.

La musique est-elle donc définitivement un art bizarre, un peu fantomatique, en dehors du temps et des préoccupations sociales des gens qui vivent dans une société donnée ? Cependant, comme tous les arts et toutes les formes d'expressions humaine, la musique est inspirée par les courants, les inquiétudes, les espoirs qui traversent une période donnée. Souvent, malgré le compositeur, ou sans qu'il en ait une claire conscience. Parfois, les recherches proprement musicales des compositeurs d'une période peuvent rejoindre, par des moyens détournés ou inattendus les préoccupations qui traversent une culture dans son ensemble. Par exemple, beaucoup de compositeurs contemporains, s'intéressent aux modes musicaux non occidentaux et ces recherches rejoignent peut-être les préoccupations de ceux qui se demandent si d'autres modes d'existence, supposant d'autres valeurs ne sont pas possibles et n'ont pas été expérimentées ailleurs qu'en Europe. De même, dans le passé, il y a peut-être une analogie, certes un peu tirée par les cheveux, entre le développement de l'orchestre et l'importance prise par l'idée de peuple.

## EMOTIONS ET SENSATIONS

Il n'est pas possible de vouloir faire dire quelque chose à la musique, d'en attendre qu'elle délivre un message. Par définition, les choses qui se disent se disent avec des mots. Ceci est valable, à mon avis, pour toutes les formes de musique. Elle s'adresse à une autre sphère de notre existence, celle des émotions et des sensations.

C'est un domaine que les révolutionnaires ont un peu tendance à vouloir nier, même les anarchistes qui se sont défendus et se défendent vigoureusement des accusations de sentimen-

talisme. Un peu comme s'il s'agissait de quelque chose d'un peu honteux, alors que la froide raison aurait seule droit à avoir accès au titre d'argument. Que de mots utilisés à démontrer la nécessité et l'inéluctabilité d'un changement révolutionnaire. Mots qui ne sont du reste pas inutiles et démonstrations convaincantes. De même n'est-il pas sans doute inutile d'analyser les raisons des résistances à un changement révolutionnaire et les rapports de force en puissance. Il reste que la société politique et étatique trouve sa principale raison d'être et de subsister, non pas dans une nécessité rationnelle, comme seule possibilité de vivre et d'échanger avec autrui, mais dans des nécessités d'abord irrationnelles, dans des émotions que l'on peut désigner comme la peur, la crainte du changement, la crainte de la vie, la mesquinerie. Les leviers capables de la fissurer sont peut-être aussi de l'ordre des émotions : désir de liberté, d'amour, intérêt pour l'avenir et pour les autres... Je pense, qu'avant de le raisonner et de le démontrer rationnellement, nous éprouvons d'abord dans notre corps que le monde qui nous entoure n'est pas juste et qu'il rayonne d'un froid mortel. Mais c'est aussi une des caractéristiques de notre société de nous avoir appris à nous méfier de nos émotions et les masquer.

La musique est susceptible, parce qu'elle s'adresse à cette zone des émotions généralement niées, de nous faire éprouver physiquement ce que nous avons en nous de meilleur et de plus dynamique. Elle nous fait prendre conscience de nos virtualités inexploitées, de nos possibilités laminées et de notre force intrinsèque.

Bien sûr, il peut ne s'agir que d'une illusion, entrevue l'espace d'un instant, et qui nous défoule de la dure réalité.

## ARMES ET PIANOS

Mais, lorsque tout le monde qui nous entoure apparaît, à sa juste mesure, étrié, mesquin, pesant, la musique pourrait être une des armes qui nous permettrait de nous délivrer de ce carcan, de l'écartier de force. Une arme individuelle, certes, mais qui peut éveiller chez ceux qui y participent ou la reçoivent, le même désir de liberté et d'absolu que d'autres peuvent trouver ailleurs. Quelque chose d'un peu analogue à l'amour. Une arme évidemment impuissante à modifier la réalité qui nous aliène et nous opprime, qui ne peut que contribuer à accroître ou à réveiller notre force et notre détermination ; à l'inverse, d'ailleurs, on peut dire que la réalité politique ne peut rien contre la réalité de nos émotions, lorsqu'elle s'exprime sous une forme irréductible à toutes celles que peut utiliser le pouvoir.

On raconte que Chopin prétendait que son « étude révolutionnaire » serait susceptible de s'opposer à l'invasion de

la Pologne par les troupes russes. Et lorsque celles-ci se présentèrent aux portes de Varsovie, les habitants se mirent au piano (du moins ceux qui en avaient un) et jouèrent, fenêtres ouvertes. Evidemment, les troupes russes ont quand même envahi la Pologne. Ce n'est pas une preuve. On sait, en effet, que les mêmes troupes russes ont envahi la même Pologne en de multiples occasions. Et, en ces occasions, comme en d'autres, on a pu se rendre compte que, résistance armée, non-violence, etc... n'étaient guère plus efficaces. Si on se place sur le seul plan de la force, les états auront toujours l'avantage. Le problème est donc de trouver une arme ou, plus vraisemblablement, des armes contre lesquelles cette force soit inefficace. Au point où on en est des combats émancipateurs perdus avant même d'avoir commencé, nous n'avons rien à perdre à imaginer que chacun, face à la force du pouvoir se livre le plus librement possible et le plus fortement possible à son inspiration et, selon ce qu'il se sent le plus apte à faire, prenne les armes ou pratique la non-violence active, ou fasse de la musique.

## RÉSISTANCE ET IMAGINATION

A tout le moins, cette multiplicité des formes de résistance créerait une certaine surprise chez l'adversaire ; on peut même imaginer qu'il s'en trouverait, un temps, désemparé.

On peut aussi imaginer que le fait pour ces trois groupes, et d'autres de se coordonner et s'entendre, au sens propre comme au sens figuré, permettrait que soit, pour une fois, offerte une autre alternative qu'entre deux forces antagonistes. Si pouvait être pris en compte dans une organisation sociale, non seulement ce qui est de l'ordre du rapport de forces et de la rationalité, mais aussi ce qui est de l'ordre de l'émotion, de la chaleur, du désir, ce serait une grande nouveauté qui éviterait peut-être que les désirs et la vie ne se figent en institution.

On nous avait appris que « le peuple uni ne serait jamais vaincu ». Il l'a été, presque à chaque fois. Alors, plutôt que d'offrir de nouveaux cadavres en martyrs aux générations futures, il vaut peut-être mieux renoncer à former une force unie, face à la force totalitaire. C'est peut-être en recherchant au fond de chacun d'entre nous ce qui fait notre richesse, c'est-à-dire ce qui nous est profondément personnel, ce qui nous appartient en propre et qui peut donc enrichir autrui, que nous avons le plus de chances de nous opposer au totalitarisme.

L'approfondissement de nos multiples diversités peut nous permettre de nous opposer à la force totalitaire. La musique n'est qu'une voie de cet approfondissement.

Alain

# Nothing Toulouse

*Le texte qui suit nous a été adressé par des copains, membres du groupe Nestor Makhno de la FA, qui ont participé au dernier congrès de cette organisation à Toulouse. Il appelle de notre part deux types de remarques. D'une part IRL n'est le porte-parole d'aucune organisation, mais peut être aussi le reflet de ce qui se vit et se discute dans l'une ou l'autre d'entre elles. D'autre part, les problèmes qui se posent au mouvement libertaire nous paraissent, à travers nos réflexions et nos pratiques, plus complexes que la vision et la version qui nous en est donné ici.*

**9** 10, 11 juin 1984, 39ème Congrès de la Fédération Anarchiste à Toulouse. Plus de 250 délégués ou individus présents. Un climat remarquable de réflexion, de travail et d'échange. Le témoignage suivant est, bien sûr, personnel, il n'a pas la prétention d'être exhaustif ni d'exprimer les positions de la Fédération en tant que telle.

**Quelle est ton impression générale de ce 39ème Congrès ?**

Formidable! Le Congrès était vraiment formidable! Ce genre de rendez-vous est certes toujours important vu le type et le nombre de contacts ou d'informations que l'on a, ne serait-ce que parce que cela fait chaud au cœur de se réunir avec ceux qui partagent le même idéal. Mais, à Toulouse, ce fut bien autre chose qu'une espèce de grand'messe, fusse-t-elle anarchiste, mais une réelle avancée du mouvement libertaire. Certains, qui ont vu pas mal d'autres congrès de la FA, parlent même de congrès historique. Je n'en est pas assez vu pour le dire, mais je ne serai pas loin de partager cette opinion même s'il faudra un an ou deux pour en avoir la confirmation. Je sais que les choses peuvent être très fluctuantes dans le milieu anar et seuls des militants plus anciens pourraient avoir un meilleur recul que moi.

**Pourquoi « historique » et quelle type d'« avancée » ?**

Bien sûr, nous n'avons pas lu dans le marc de café la date et l'heure de la révolution sociale! Mais à notre niveau, je crois que le 39ème Congrès a beaucoup apporté, à la fois dans le fond et dans la forme. Les différends inter-personnels qui affectent tant le mouvement libertaire et auxquels n'a pas échappé la FA, il ne faut pas le cacher, n'ont jamais occupé la tribune à Toulouse... Ce n'est pas par miracle ou artifice de procédure mais parce que les personnes présentes se trouvaient dans un autre état d'esprit, dans une autre démarche; il faut souligner cette dynamique individuelle et collective essentielle. Non pas qu'il y ait eu une sorte d'œcuménisme bélant mais du moins les divergences d'opinions ne se sont pas cristallisées sur des personnes. Ensuite, et surtout, le Congrès s'est attaché à soulever un certain nombre de problèmes d'orientation générale, de stratégie, de tactique, et à définir des positions communes pour agir efficacement et collectivement. A cet égard, c'est bien cette volonté de travail sérieux, d'ouverture, d'esprit non-polémique qui a permis l'excellent déroulement général...

**Les thèmes abordés sont-ils proches des préoccupations quotidiennes ou plus théoriques ?**

Le choix des thèmes et la manière dont ils ont été traités montrent que les militants de la FA entendent se trouver nettement sur le terrain social, ici et maintenant, sans se couper de certaines réalités ou de certaines personnes,

pour faire connaître leurs idées et essayer d'impulser les luttes dans un sens libertaire, sans avant-gardisme mais sans démagogie et sans faiblesse non plus. Ces thèmes recouvrent à la fois un caractère quotidien, concret ou d'actualité, et un caractère de permanence, de théorie et de stratégie. Sous chacun, il y a un effort de théorisation. Ainsi, le thème du racisme pose le problème de la nature des revendications immigrées (tel que le droit de vote) et de la réponse anarchiste face à la montée de l'extrême-droite (front anti-fasciste ou non); la laïcité celui de notre action par rapport à l'école laïque d'Etat et notre conception de l'instruction publique; l'anarcho-syndicalisme celui de notre efficacité dans les centrales syndicales réformistes, de nos perspectives pour la construction d'un puissant mouvement anarcho-syndicaliste et, pour certains, de la validité de l'action syndicale. Ou encore le problème de la division du mouvement anarcho-syndicaliste espagnol qu'il a bien fallu aborder vu les multiples contacts que nous avons, ce qui a été fait non sans sévères empoignades mais dans un climat de saines explications et sans pour autant rentrer dans des conflits que nous n'avons pas à trancher.

Enfin, par le choix des thèmes de la crise ou de la campagne « gestion directe » qui vise à clarifier la notion d'autogestion, les militants révèlent qu'ils essaient de voir plus loin que le conjoncturel ou le local (le racisme en France, l'anarcho-syndicalisme espagnol) et qu'ils s'attachent à analyser les grands mouvements qui affectent le monde actuel et qui réclament une actualisation de nos analyses ainsi qu'une adéquation de nos ripostes. En fait, mieux qu'une actualisation, il s'agit plutôt d'un approfondissement tant il est vrai que les critiques économiques anarchistes du capitalisme ne seront jamais assez nombreuses. Plus que jamais, nous devons affiner nos analyses économiques à l'heure de la restructuration mondiale du capital, d'un niveau d'étatisation jamais atteint et de la faillite des modèles ou des explications marxistes. C'est en disséquant ce qu'est la crise ou non, ce qu'est le Tiers Monde ou non, que nous effectuerons une clarification idéologique offensive et que nous nous donnerons des moyens plus



appropriés, au-delà des slogans rebattus, justes mais insuffisants. Je crois que pour tous les libertaires ce n'est plus le moment de se repencher sur les notions de pouvoir ou de liberté, qui ont d'ailleurs été amplement abordées par le mouvement et les théoriciens anarchistes, même si la réflexion philosophique reste importante et même si elle peut participer à cet effort de clarification; disons qu'il ne faut pas faire seulement cela!

**Y-a-t'il eu des modifications profondes de l'organisation ?**

Au niveau structurel, non. Et j'ajouterais: pourquoi faire? Nulle organisation n'est idéale, même d'essence libertaire. Mais je crois que les grands principes et les principales structures de la FA sont correctes. Et les militants montrent toujours plus de préoccupations à en affiner les modalités de contrôle, de transparence, de dynamisme, etc... L'organisation est d'abord ce que les gens en font; position qui n'a rien de nouveau mais qui rappelle l'importance de l'état d'esprit présent au congrès de Toulouse. Bien que je n'ai pas assez de recul pour le juger vraiment, je le répète, c'est cela peut-être une modification de l'organisation, avec une volonté d'agir ensemble, pour créer une force plus homogène et donc plus crédible sans pour autant abandonner l'autonomie des groupes ou des individus. Pour paraphraser Bakounine sur la liberté, mon autonomie n'est rien sans l'autonomie des autres, c'est-à-dire qu'elle n'est rien si une organisation librement consentie ne peut la dynamiser. Lorsque mon groupe et moi-même nous nous engageons dans des comités anti-racistes, par exemple, il est évident que notre « pêche » et notre action sont décuplées si nous savons que dans d'autres villes, d'autres endroits, d'autres anarchistes vont dans le même sens que nous. Je suis personnellement navré lorsque je constate qu'il y a encore des gens qui se disent anarchistes et qui pinaillent sur les nécessités ou non de l'organisation! Depuis des décades les anarchistes ont apporté leur réponse, le fédéralisme, qui est aujourd'hui bien vivant en France comme peut en témoigner le nombre de délégués ou d'individus au congrès FA de Toulouse: plus de 250 présents, plus de 65 groupes ou liaisons (et il en manquait), ce qui est considérable pour le mouvement et qui plus est pour un congrès qui se trouvait dans une ville excentrée.

Je crois que dans ce climat de pratique militante, d'engagement sur le terrain, de tolérance dans la plus pure tradition anarchiste, les vieux clivages idéologiques (anarcho-syndicalistes, anarcho-communistes, anar-individualistes, etc...) ou les vieilles querelles théorico-organisationnelles (synthésistes, plateformistes, etc...) tendent à s'effacer. Ce n'est pas seulement parce que le temps joue son rôle, car on sait combien des points peuvent rester indéfiniment cruciaux, mais aussi parce que l'histoire en arrive à un tournant qui a enfin touché la France: arrivée de la social-démocratie, intégration du parti communiste, sommet de la montée nationaliste, fin et faillite du léninisme puis du marxisme, impasse du terrorisme lénino-gauchiste... Cette situation des forces en présence, importante compte-tenu de la place de la France, rejait bien évidemment, objectivement, pourrait-on dire, sur l'état du mouvement libertaire français... On ne saisira jamais assez l'importance historique de la première participation gouvernementale réelle des communistes dans un pays occidental (les résultats des élections européennes le confirment) qui ramène peu à peu le mouvement ouvrier et le socialisme autoritaire dans sa position commune du début du siècle. A nous de replacer dans sa brûlante actualité l'opposition Marx-Bakounine et de faire oublier la faillite anarcho-terroriste!

**Ta conclusion...**

Rendez-vous à Conflans-Ste-Honorine pour le prochain congrès de la Fédération anarchiste!

Philippe  
(Groupe stéphanois Nestor Makhno  
de la Fédération Anarchiste)

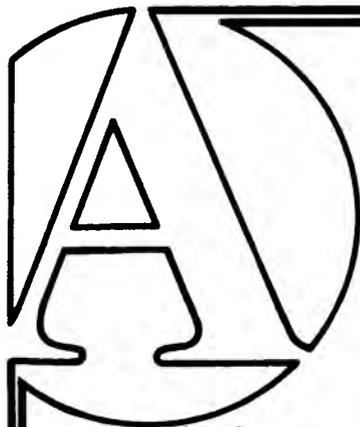
CAMPING OCL  
DU 23 JUILLET AU 7 AOUT  
PRES DE FORCALQUIER  
(04300)

50 FRANCS PAR JOUR  
POUR LES SALAIRES DE  
MOINS DE 5000 F / MOIS

65 FRANCS PAR JOUR  
POUR LES SALAIRES  
DE PLUS DE 5000 F / MOIS

(Ce prix englobe la nourriture  
l'emplacement pour la tente  
l'usage de la piscine, etc...)

Ecrire à OCL / EGREGORE  
BP 1213  
51058 REIMS CEDEX



**A** rivista  
anarchica

tutti i mesi nelle edicole e nelle  
librerie, 44 pagine di antimilita-  
rismo/ ecologia/ lotte sociali/  
storia anarchica/ antirepressio-  
ne/ ecc. ecc.

prezzi per l'estero: una copia, 3.000  
lire/ abbonamento annuo, 30.000  
lire/ abbonamento sostenitore, da  
lire 50.000 in su/ versamenti sul  
conto corrente postale 12552204  
intestato a "Editrice A" - Milano/ se  
ne vuoi una copia-saggio, chiedi-  
cela/ EDITRICE A, cas. post. 17120,  
20170 Milano - Italia/ telefono: dal-  
la Francia 00192) 2896627.

# REAGAN

LES LIBERTAIRES CONTRE REAGAN,  
CONTRE TOUS LES IMPERIALISMES

**P**our manifester contre Reagan, l'UTCL (Union des Travailleurs Communistes libertaires) a lancé un appel à l'ensemble du mouvement libertaire, appel dont nous avons pris connaissance le 1er mai par voie de tracts et d'affiches apposées le long du parcours de la manif FA.

Une première réunion s'est tenue, à laquelle participaient plusieurs personnes à titre individuel (certaines d'entre elles membres du COJRA, d'IRL...) et les représentants de deux collectifs (étudiants et lycéens); aucune organisation n'était officiellement présente, en dehors de l'UTCL.

La discussion a porté sur la proposition faite par l'UTCL de former le 6 juin un cortège libertaire, sans apparition des sigles organisationnels, à l'intérieur de la manifestation rassemblant latino-américains et les organisations gauchistes. Un projet de tract a également été avancé. Mais nous avons appris dans le même temps que l'UTCL avait signé en tant que telle l'appel des collectifs Amérique latine (rédigé par le collectif Nicaragua, très « LCR »). Et on s'est quitté sans que rien ne soit décidé.

A la seconde réunion, nous avons expliqué que nous étions venus sur la proposition de démarche unitaire, mais que nous ne considérons pas la démarche de l'UTCL comme un véritable appel à l'unité, plutôt comme un appel

à s'aligner sur ses positions habituelles. En conséquence, avons-nous dit, nous irons à la manif sans nous associer à son projet de collectif. D'autres personnes ont exprimé le même point de vue, parmi lesquelles deux représentants de la Fédération Anarchiste, qui ont annoncé la participation le 6 juin de nombreux groupes parisiens défilant avec la banderole de leur organisation...

Etant donné cette prise de position et la démarche de l'UTCL, la seule idée retenue à cette réunion et réalisée le 6 juin a été celle de manifester dans un cortège unique, avec en tête une banderole « Les libertaires contre Reagan, contre tous les impérialismes » (symboliquement tenue par un militant de la FA, un de l'UTCL et un « inorganisé », et regroupant derrière elle tous ceux qui ne se réclamaient pas d'une organisation spécifique), suivie des banderoles et militants UTCL, puis FA.

Au lendemain de cette manif, nous retenons le désir unitaire formulé par l'UTCL, et un enseignement: quiconque veut avoir une chance de faire aboutir une démarche unitaire doit s'y prendre autrement, d'une part en définissant préalablement la marge d'autonomie laissée aux différentes composantes du collectif unitaire créé, d'autre part en examinant et en arrêtant collectivement les modalités des actions à mener ensemble.

*Vanina et Consort*



Photo Roger

Dans le numéro 54 d'IRL, Vanina et Consort (copine et copain participant à notre rédaction parisienne) ont posé un certain nombre de questions sur le mouvement libertaire, sous le titre: « Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les anars ». Nous commençons à publier ici les réponses que leur article a suscitées... et nous espérons que vous allez continuer à nous écrire à ce sujet.

## Je la veux!

**C**amarades journaloux adorés,

Je réponds à votre questionnaire:

Pendant les périodes révolutionnaires, le mouvement libertaire se crée et invente de nouveaux rapports entre individus; entre ces périodes, c'est la régression. Dans la tribu libertaire, les rapports entre hommes et femmes n'ont rien d'exemplaire dans ces périodes de creux.

D'ailleurs, changer les rapports humains, totalement ou même partiellement, veut dire détruire le pouvoir donc la soumission; pour cela, il faut prendre quelques risques! Vous n'avez rien à perdre? Sautez à la case suivante! Le Grand Soir est-il possible? Question absurde, aussi absurde que Dieu existe-t-il! Les croyants répondront oui, les incroyants non.

Qu'avons-nous à foutre d'anarchocroyants? Ce sont, ou plutôt se seront, nos pires ennemis lorsqu'ils arrêteront de croire au Père Noël.

Je ne crois pas au Grand Soir, à l'anarchie; je n'y crois pas, JE LA VEUX. C'est ma principale volonté, c'est l'unique fin pour laquelle je me battrais, à mort, même si c'est de mort lente et sans jouer les héros sacrifiés. Verrais-je l'anarchie? Je le veux! Et le changement de mentalités qui pourra peut-être provoquer le Grand Soir sera le remplacement de la croyance par la volonté, la religion par le désir, le système par la vie et l'idéologie par la trivialité.

Quelle était la volonté des soixante-huitards? Vingt ans après, si on juge individus et évolution, on peut dire: le pouvoir; le moins qu'on puisse dire est que l'imagination est au pouvoir et les plus extrémistes de 68 se sont depuis longtemps présentés à quelques élections. J'avais huit ans en 68, je ne suis pas déçu, merci; d'ailleurs seuls les croyants peuvent être déçus!

Un mouvement des femmes? On se demande des fois s'il en a existé un?... En 1789, si, les femmes sont descendues dans la rue, je crois, mais depuis? A ce



propos je voudrai défendre la non-mixité qui est très mal vue dans le mouvement libertaire; je la défends comme je défends la conception des groupes affini-

taires, comme j'aurais défendu l'exclusion des rentiers dans la Première Internationale et l'exclusion des patrons dans les syndicats ouvriers (et réciproquement). Qu'est-ce qu'il y a de révolutionnaire là-dedans? Absolument rien! C'est une question de logique, les soumises ont créé le pouvoir des hommes, seules les insoumises peuvent le détruire.

Les rapports inter-individuels? Laissez-moi rire jaune: un fiasco complet! L'amour libre est une notion qui n'a jamais été si lointaine. D'ailleurs, comme dirait un vieux camarade bulgare: c'est une cochonnerie. Travail, famille, anarchie, amen.

Pourquoi y-a-t'il plus d'hommes que de femmes dans le mouvement libertaire? Tiens, je croyais que c'était le contraire! On parle du même mouvement?

Le militantisme? Je suis pour! Au fin fond de ma cambrousse, le manque devient atroce: je serais prêt à tout pour une réunion hebdomadaire... rien qu'une toute petite!... snif...

Daniel (Ardèche)

**N**ous anarchistes, nous menons un combat pour un changement radical, pour une société sans classe ni Etat. Mais nous ne luttons pas simplement pour une révolution future, le soir du grand soir, mais aujourd'hui afin de changer notre quotidien, changer les rapports entre les individus. Mais dans les faits, actuellement que se passe-t-il dans le mouvement anar?

Je dirai rien ou presque rien. On parle de changer les rapports entre les individus et on ne fait que reproduire les schémas qu'on rejette avec tant de véhémence, en théorie.

La communication? Eh bien parlons en de la communication... Aujourd'hui, alors que nous n'avons que ce mot à la bouche, on a inventé le téléphone, et on cherche toujours et encore des moyens pour communiquer encore mieux et encore plus vite... Mais où est la communication dans le mouvement libertaire?

Les rapports entre les hommes et les femmes, dans le mouvement, on ne peut pas dire que cela soit le pied. Il vaut mieux passer son temps à théoriser sur tel ou tel sujet, c'est plus facile, on n'a pas de compte à rendre. On ne va pas commencer à se remettre en cause, parler des rapports qu'on a entre nous. On a d'autres chats à fouetter. Si des femmes et des hommes ont envie de parler de leurs problèmes, c'est qu'ils ou elles sont des gens à « problèmes ». Point final. Et j'en passe et des meilleures...

Depuis que je suis dans le mouvement, je vois les rapports entre individus: homme/homme, homme/femme,

femme/femme comme des rapports de concierges où comment occuper ses soirées après un bon repas... mais essayer d'avoir des réflexions collectives sur tel ou tel thème (ex: jalousie, amour, sexualité, paternité, maternité...) là ce n'est plus possible, soit par peur de se dévoiler, par indifférence ou par manque de maturité... Nous avons un projet de société, nous voulons nous battre contre l'Etat... nous arrivons à peine à faire notre petite révolution en discutant, en s'ouvrant un peu, en écoutant les autres...

Il est plus que nécessaire, aujourd'hui, que le mouvement libertaire se penche sur les problèmes féminins, masculins et les rapports entre les individus. Actuellement, c'est le malaise. Le militantisme n'est pas au beau fixe, on peut trouver toute sorte de raisons pour justifier ce manque de dynamisme, et je pense que les rapports entre les individus y sont pour beaucoup. Militer n'est pas une démarche facile, ni pour les hommes, ni pour les femmes qui sont désavantagées par le poids du conditionnement culturel dominant. Nous vivons dans une société maschile avec toutes les contradictions que cela représente.

Alors quelles solutions?

Le mouvement libertaire est à l'image des gens qui le composent. Si notre but est de bâtir une société égalitaire, commençons donc dès maintenant à tisser des liens fraternels entre nous. Cela facilitera de beaucoup le travail et nous y gagnerons en crédibilité.

C'est maintenant qu'il faut changer nos mentalités et affronter notre quotidien avec toutes les contradictions qu'il comporte. Car, on ne construit pas un édifice sur des bases qui sont faussées dès le départ.

# Colloque autour du Pouvoir Lyon 12 & 13 mai 84



le 12 et le 13 mai, IRL Lyon et l'Atelier de Création libertaire (ce sont un peu les mêmes!) ont organisé un colloque «Autour du Pouvoir». Quarante-vingts personnes à peu près y ont participé et, malgré notre manque d'expérience, ça ne s'est pas trop mal passé.

Nous recommencerons, en essayant de faire en sorte que le rythme des interventions en soit un peu moins effréné et la réflexion plus approfondie. Nous avions, en effet, prévu un tel nombre d'intervenants que de vrais débats n'ont guère été possibles.

Nous commençons dans ce numéro la publication de certaines interventions (d'autres ont déjà été publiées dans «Le Pouvoir et sa Négation», édité par l'ACL, cf. page 35). D'autres encore paraîtront dans les numéros à venir, et l'ensemble fournira l'objet d'une brochure.

# Questions sur le pouvoir et la révolution



Claude Orsoni

**S**i j'associe ces deux thèmes, c'est pour poser le problème de savoir si la crise actuelle de l'idée de révolution ne traduit pas une transformation profonde des dispositifs de domination propres aux sociétés modernes. Et s'il est vrai que ce sont de telles transformations qui ont entraîné l'éloignement ou l'évanescence des perspectives révolutionnaires, une analyse renouvelée de la nature du pouvoir et de la domination est-elle en mesure de restaurer ces perspectives et de revivifier le « projet révolutionnaire » ?.

I. On partira de la constatation que dans les sociétés capitalistes occidentales, l'idée de révolution n'est présente, de façon significative, dans aucun comportement, individuel ou collectif, autrement dit que rarissimes sont les attitudes et conduites qui se déterminent en fonction de la proximité ou de l'éventualité d'une révolution sociale. C'est ce que j'appelle l'absence de l'idée de révolution dans la pratique (et j'évoquerai plus loin qu'il en va autrement dans les sociétés soviétiques ou du « tiers-monde »).

Par rapport aux sociétés occidentales, l'idée de révolution ne joue donc plus qu'un rôle de référence historique, théorique ou idéologique (ce pourquoi on la dit « en crise »). Elle n'est plus essentiellement qu'une notion qui oriente la critique de l'existant et celle des idéologies réformistes : les réformes politiques, économiques, culturelles, etc (décentralisation, nationalisations, dépenses sociales...) s'avèrent incapables de transformer profondément les rapports sociaux même dans un secteur limité et d'entraîner, même à terme, un renversement de la domination des classes anciennes aux nouvelles ; les mécanismes du pouvoir sont suffisamment complexes et articulés entre eux pour garder sous contrôle toute transformation partielle ; finalement, les réformes renforcent les dispositifs du pouvoir plutôt qu'elles ne les entament (comme le montre le « socialisme » français) ; on ne peut donc qu'aboutir à la nécessité d'une transformation radicale et globale, révolutionnaire.

Mais il est sûr qu'aujourd'hui une telle « nécessité » n'est plus associée à l'idée d'une nécessité historique ou d'une loi de l'histoire. La crise des convictions révolutionnaires renvoie au déclin de la confiance dans le progrès de la conscience (de classe), dans le progrès du mouvement ouvrier, et elle se traduit par le scepticisme quant à la diffusion de plus en plus large des idéaux révolutionnaires (autoritaires ou anti-autoritaires). Rien de tout cela n'est plus assorti d'aucune certitude « scientifique », si tant est que ce fut jamais le cas.

C'est d'ailleurs là ce qui interpelle le plus les doctrines révolutionnaires (quelles qu'elles soient) dans la mesure où elles sont associées à une optique « pédagogique » et rationnelle (d'Aufklärung) elle-même liée à une vision du progrès : celle qui se propose de démystifier, en le dissolvant par la propagande et l'éducation, l'attachement irrationnel, idéologique et inconscient envers l'ordre et les rapports de domination.

II. On considère en effet que c'est l'ignorance de la nature du rapport de domination (le pouvoir social de régulation que s'est approprié une partie de la société, les « dominants ») et de son caractère évitable, ou même que c'est un caractère évitable, ou même que c'est un attachement irrationnel à cette relation qui conduit à accepter l'ordre inégalitaire établi et même à désirer son maintien. C'est cela qui bloquerait, la plupart du temps et chez la plupart des gens, la constitution d'une volonté de révolution dressée contre la domination. Mais il n'y a peut-être pas plus d'attachement à l'ordre de la domination que de volonté de le supprimer. Ce qui rend quelque peu pathétique la dénonciation obstinée de cet ordre et la critique de cet attachement. Ne serait-ce pas ailleurs que les choses sont « nouées » ?.

Dans la prétendue volonté de servir (ou de dominer) ou « servitude volontaire », La Boétie a su montrer qu'il y avait au fond une volonté d'être ensemble, de constituer une unité sociale et humaine, volonté égarée dans une fausse image de la communauté : celle que figure le

« maître » ; avec identification à cette figure dans la reproduction indéfinie et par chacun des rapports de domination, censés apporter des avantages immédiats (en fait illusoire et décevants). D'où la « chaîne » des relais du pouvoir du « maître » (c'est-à-dire de l'Etat). Toute domination se maintient en apportant une satisfaction même partielle ou fictive à ces « attentes ».

N'est-ce pas plutôt de ce côté qu'il faut chercher, en se demandant si et comment les mécanismes du pouvoir politique moderne assurent de telles fonctions et parviennent ainsi à prévenir la constitution d'une volonté collective de révolution ?

Ces dispositifs modernes me paraissent œuvrer essentiellement de trois façons. Il y a :

— ceux qui assurent l'identification entre dominés et dominants (voilà ainsi l'antagonisme réel) soit au niveau institutionnel (élections, participations, etc) soit au niveau imaginaire (média, etc.)

— ceux qui démultiplient à l'infini le pouvoir politique central et le diffusent dans tout le corps social, par d'innombrables relais et supports, et dans cette reproduction homologique qui repose plus sur la sollicitation que sur la coercition, projettent le rapport Etat-Société à travers une longue « chaîne » qui tout à la fois fait sentir partout la présence de l'Etat et le rend insaisissable.

— ceux enfin qui diversifient et fragmentent les relations sociales où le pouvoir politique intervient et multiplient les axes de conflit (au niveau des classes, organisations, sexes, cultures, générations, etc.). Et l'incapacité de l'Etat à contrôler dans le détail et de façon convaincante cette multiplicité de conflits (surtout au plan économique) ne fait que renforcer l'idée de la complexité écrasante, insurmontable, du fonctionnement social.

Ce sont ces mécanismes « spontanés » (plus ou moins) qui éclairent la non-émergence d'un objectif collectif révolutionnaire, c'est-à-dire global (ou même d'un autre...) : la société paraissant trop fragile et trop « complexe » pour pouvoir offrir une possibilité de redéfinition et de

reconstitution radicale ; le pouvoir politique semblant de son côté trop éclaté et décentré pour être saisi et même réorienté (sinon très indirectement à travers la lutte politique institutionnelle).

Ils éclairent également la non-constitution d'un *adversaire collectif* de l'ordre établi : aucun des divers axes de conflit social n'apparaît plus fondamentalement déterminant, ni porteur privilégié d'une capacité de déstructuration (et de restructuration) sociale ; c'est à la fois la déperdition du sujet historique universel (la « centralité ouvrière ») du projet universel, et des intellectuels qui étaient censés en être les prophètes et serviteurs (cf. Lyotard et son « tombeau des intellectuels »).

Ainsi, dans la représentation dominante du rapport Etat-société comme dans celle du rapport individu-champ d'action possible, tout semble court-circuiter la construction d'un antagonisme majeur et global (Eux et Nous, le Haut et le Bas, l'Etat et les masses, les dominants et

les dominés, la réaction et la révolution... etc). Tant que fonctionnent les dispositifs énumérés plus haut, cette polarisation sociale qui enclenche un processus révolutionnaire paraît impossible, car ils reproduisent, au-delà du rapport spectaculaire Etat-Société, une « molécularisation » de la domination (et en même temps des résistances) qui prévient toute agrégation sociale de ces résistances et met la révolution hors-jeu (y-compris les prétendues « révolutions moléculaires »).

Les aspects ainsi analysés se résument dans l'éloignement et le caractère insaisissable de la figure du maître despotique (l'Etat), dans le fractionnement des antagonismes, dans la multiplication indéfinie des adversaires qui sont aussi des partenaires impliqués dans une relation ambiguë qui n'est pas seulement de domination, mais *en même temps le plus souvent de socialité ou d'échange*.

C'est aussi pourquoi ce n'est pas la domination, comme telle, qui

est détestée, la plupart du temps, mais seulement ses « abus » (ce qui est ressenti comme tel), c'est-à-dire ce qui anéantit, même au plan imaginaire, ces attentes fondamentales relevées par La Boétie, d'identité, de socialité et d'échange ; de même ce ne serait pas le rapport de domination qui est désiré mais la promesse de lien social qu'il contient (et qu'il pervertit et limite comme on le sait), un lien social d'autant plus valorisé, même sous ses formes les plus misérables et aliénées, qu'il est justement nié par tous les traits spécifiques des sociétés modernes.

III. Ces constatations ou ces interprétations, convergent avec les enseignements qu'on peut tirer des expériences historiques du 20<sup>e</sup> siècle, concernant le rapport entre type de pouvoir socio-politique et révolution.

Il est difficile d'en rester aux conclusions habituelles : « l'échec » des révolutions à remplir les promesses de la théorie ou à réaliser les intentions les meilleurs des révolu-



Photo Roger

tionnaires, soit à cause de leur inspiration autoritaire, qu'il faudrait donc combattre (leçon anarchiste), soit à cause de la contradiction entre révolution et démocratie (Touraine, Richir) ou bien entre égalité et liberté (Horkheimer).

Je propose le constat suivant :

— la disparition des tentatives révolutionnaires dans les pays industriels de type occidental, depuis la fin de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle (au moins). Les trois exemples classiques (Allemagne, Espagne et 1968) ne semblent pas pouvoir contredire solidement cette constatation.



— au contraire, le maintien d'une perspective de révolution politique et sociale, avec parfois son intensification en tentatives pratiques, dans les conditions politiques et sociales spécifiques des pays de l'Est, plus ou moins industriels et plus ou moins modernes (Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne). Avec dans ces cas une pluralité d'intentions et de dimensions dans le mouvement révolutionnaire : démocratique, sociale, nationale, et même anti-autoritaire ou libertaire.

Ces derniers exemples confirment que ce qui fait surgir une intention collective révolutionnaire, même dans des pays industriels comme la Pologne ou la Tchécoslovaquie, c'est un mode particulier de domination (dite totalitaire) : celle qui, en associant à la coercition sociale et politique dotée de moyens de violence sophistiqués la saturation idéologique (cf. mon texte « le régime idéologique soviétique et la dissidence », *Nautilus*), reste pourtant *effroyablement rudimentaire*, compte tenu du cadre dans lequel il est établi : un cadre économique et culturel (la société, son histoire, son contexte) qui autoriserait et appellerait des modes de domination plus « avancés », ceux précisément qui se sont mis en place dans le capitalisme occidental. C'est ce *décalage*, caractéristique d'une domination sans intégration et sans consensus, qui rend visible et tangible la figure des maîtres et scinde la société selon un clivage majeur. Ainsi sont installées les conditions permanentes d'une polarisation et d'une cristallisation du rapport de force qui peut intervenir à chaque moment et se propager à toutes les sphères sociales. Dans les pays de l'Est, on peut donc

s'attendre à ce que ces conditions conduisent encore, malgré la puissance des moyens répressifs et les souvenirs des défaites passées, à des soulèvements révolutionnaires — sans qu'on puisse évaluer leurs chances d'extension, ou de succès, ou leurs éventuelles répercussions hors du cadre soviétique, ou même en son sein.

IV. A la lumière de cette comparaison des systèmes de domination occidental et soviétique, quelles sont dès lors les perspectives qui se présentent ?

1. Face à une telle configuration socio-politique des sociétés occidentales, certaines analyses marxistes (cf. en particulier P. Mattick, « Le marxisme hier, aujourd'hui et demain », *Spartacus*) ont au moins le mérite d'une certaine cohérence : tant que « la » crise économique n'aura pas pris des proportions telles que les divers dispositifs de diminution (et de fabrication de consensus) soient massivement inhibés, interrompus, affaiblis ou rendus insuffisants (traduction : tant que les exploités ne seront pas le dos au mur...) les chances que se produisent des soulèvements révolutionnaires sont négligeables ; lorsque cela se produira, elles seront meilleures, sans équivaloir cependant à une certitude : tout dépendra du niveau de conscience atteint. Reste en attendant à scruter les difficultés où s'enferme le capitalisme et à essayer de faire comprendre aux travailleurs qu'elles ne feront que croître et que ce sera toujours à leur détriment. Mais ce sont des choses qu'ils ne comprennent vraiment que lorsqu'ils sont le dos au mur. Etc. Comme le facteur temps ne peut que très difficilement être intégré dans ces « calculs » (personne ne pouvant dire ni quand ni où la crise atteindra les proportions voulues...) c'est à peine si l'on peut parler de perspectives.

2. D'autres, conscients de la nécessité de cette polarisation sociale pour que surgissent des tentatives révolutionnaires, s'acharnent à relever dans les sociétés occidentales tous les signes possibles d'un « durcissement » des pouvoirs modernes (« néo-fascisme », « néo-totalitarisme ») et à mettre en relief tout ce qui semble annoncer une intensification de la violence d'Etat et du terrorisme d'Etat. Ce qui permettrait d'annoncer les conditions prochaines d'une globalisation des antagonismes sociaux et de son aboutissement dans un soulèvement révolutionnaire. A défaut de signes suffisants, on peut toujours en prévoir l'apparition, dès que la crise économique imposera cette réorientation répressive aux pouvoirs d'Etat. On est alors ramené à la perspective plus économiste ci-dessus.

Mais on peut faire observer qu'un tel durcissement répressif, lorsqu'il se produit (cas de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne)

n'entraîne pas à lui seul une modification assez générale et assez profonde des mécanismes de la domination, pour susciter la polarisation du corps social en partisans de l'ordre d'un côté, révolutionnaires de l'autre. Dans tous ces pays, certains, ont payé très cher pour s'en rendre compte. De son côté, le pouvoir d'Etat a lui aussi su apprendre à gérer et à contrôler ses propres démarches répressives (ce qu'il appelle préserver les « garanties démocratiques ») pour ne pas laisser aller la société vers un autre fonctionnement (type celui des pays de l'Est, ou d'autres dictatures) ; non pas tellement par attachement à la « démocratie » ou répugnance envers le totalitarisme (avec lequel on fait par ailleurs bon ménage) ; mais plutôt pour ne pas laisser s'enclencher un processus qui, en réactivant le tissu social au détriment de la politique institutionnelle, mettrait en cause ce « consensus » fait essentiellement de distance et d'indifférence.

3. Il y a peut-être d'avantage d'optimisme, et pas moins de réalisme à envisager encore possible une décomposition du système de domination occidental à la fois sous l'effet de ses propres difficultés, impuissance, irrationalité, et de son propre engorgement, et sous l'effet d'une reviviscence du tissu social. En tous cas, il est plus encourageant de rechercher (et de trouver) les indices d'une resocialisation réelle (même si elle est partielle et limitée dans ses objectifs) que de prophétiser tantôt la répression, tantôt la récupération, ou les deux à la fois. Il n'est pas nécessaire d'opposer au réformisme naïf ou intéressé des socialistes l'anti-réformisme des révolutionnaires. Il faut tenir compte de ce que des intentions collectives de transformation et de redéfinition du social ne peuvent, dans les conditions actuelles, surgir, s'exprimer et s'agréer en un projet commun que par rapport à des objectifs, des obstacles et des adversaires *immédiats*, proches, visibles — donc, dans le cadre de tentatives de transformations forcément limitées.

Il est bien difficile de dire laquelle de ces diverses perspectives est la plus, ou la moins, plausible. Mais comme ne je voudrais pas que l'on prenne ces « interrogations » pour un plaidoyer réformiste, j'insisterai enfin sur la nécessaire vigilance envers toutes les justifications idéologiques de la reproduction et du renforcement de la hiérarchie (par la technocratie, la compétence, la rationalité, etc) — comme aussi envers la multiplication des dispositifs d'auto-contrôle (délégations et responsabilités locales toujours sous la surveillance du pouvoir central) qui visent essentiellement une « resocialisation » formelle, sélective et aseptique.

C. Orsoni mai 1984

# Le totalitarisme réellement existant

**A**près avoir conquis le pouvoir d'Etat, le parti communiste investit, en modifiant de fond en comble, les appareils d'Etat. Plutôt que d'essayer d'établir le degré d'impopularité des moyens utilisés à cette fin ou de s'attarder sur les raisons doctrinaires de cette action, il convient de retenir un détail « technique » qui pesera lourdement sur la formation étatique qui en découle : sans « révolutionner l'Etat, c.-à-d. ses appareils, le PC court pourtant autant de risques de perdre le pouvoir d'Etat que s'il partageait ce dernier avec une autre force sociale (les soviets, ou les conseils ouvriers ou encore les syndicats) ou politiques (les autres partis).

Plusieurs phénomènes historiques, dont certains relèvent de l'actualité, confirment la constante que je viens d'énoncer ; quelques exemples, brièvement.

Aucun PC n'a conquis le pouvoir d'Etat par le biais de l'investiture préalable des appareils d'Etat ; certains y ont sérieusement pensé (cf. notamment le concept d'hégémonie chez Gramsci), mais ils étaient, et demeurent isolés alors que la ligne eurocommuniste, qui entendait favoriser ce genre de démarche, a été abandonnée en raison vraisemblablement de son échec potentiel. La présence du PCI et du PCF institutionnelle est considérable, mais rien ne nous permet de dire que le poids politique et idéologique qu'une telle présence leur confère, pourra les conduire à une emprise exclusive sur le pouvoir d'Etat. D'autant plus que l'originalité et l'efficacité gestionnaire des communistes dans le domaine municipal, syndical ou des comités d'entreprise, ont un caractère de plus en plus relatif. Par ailleurs, '36, l'Unidad popular chilienne ou la France de nos jours montrent que la participation du PC à une coalition gouvernementale ne constitue nullement une étape vers la prise du pouvoir d'Etat par les communistes.

Les nouvelles figures tiers-mondistes du « socialisme réel » confirment positivement (et non pas négativement, comme les exemples occidentaux) la validité et le caractère unique du schéma communiste énoncé plus haut. Même lorsque le groupe militaro-politique qui s'empare du pouvoir n'est pas spécifiquement communiste, il le devient

forcément, afin de conserver ce pouvoir. Le PCC fut l'un des rares partis à ne pas avoir soutenu le mouvement, progressiste et radical, de Castro ; ce dernier n'a pas moins fait appel au premier et devenir lui-même communiste, au sens le plus orthodoxe du terme, lorsqu'il a fallu se donner les moyens pour consolider son pouvoir. Le castrisme, qui mit fin à une expérience révolutionnaire originale, s'est traduit par des mesures totalitaires similaires à celles auxquelles les régimes est-européen étaient en train de renoncer partiellement à l'époque (les années '60).

Après avoir déclaré l'Etat dont il venait de s'emparer « socialiste », le groupe militaro-communiste de Menghista s'est fixé comme objectif prioritaire la « construction du parti ». L'URSS, qui soutient de toutes ses forces, militaires comprises, par Cubains interposés, l'Ethiopie socialiste a vivement, et chose nouvelle, publiquement conseillé ses nouveaux alliés en ce sens. Situation cocasse, mais révélatrice du caractère indispensable du PC dans la perspective, non pas simplement de la prise du pouvoir, mais surtout de sa conservation et en l'occurrence, du maintien de son orientation prosoviétique. En effet, la réversibilité des régimes plus ou moins communistes et prosoviétiques dans les pays musulmans (cf. l'Egypte de Nasser) est due en partie au fait que les références islamiques progressistes des partis uniques prive ces derniers de l'efficacité marxiste-léniniste dans la mise en place de la formation étatique propre au « socialisme réel ».

Aussi désespérant que cela puisse paraître (cf. Nicaragua), il n'y a globalement qu'une seule manière d'investir les appareils d'Etat afin de conserver le pouvoir d'Etat, indifféremment du fait que celui-ci a été acquis à la faveur d'une révolution authentique, d'un coup d'Etat militaire, d'une insurrection populaire, de l'intervention d'une armée étrangère, d'un mouvement de libération nationale ou anti-impérialiste. On ne saurait se contenter d'assimiler la formation étatique qui en résulte, à celle qui l'a précédée ou à celles qui caractérisent le monde non-communiste.

L'élargissement du champ d'influence, l'intensification et la diversification de l'action de l'Etat opérés par le pouvoir communiste



Nicolas Triffon

ont multiplié, amplifié et modifié les foyers de tension critique résultant de l'opposition traditionnelle entre la société civile et l'Etat. Pour le meilleur et pour le pire, la *dynamique sociétaire* — c.-à-d. ce qui émane et se rapporte exclusivement à la société, ce qui est, se considère ou se prétend distinct ou opposé à l'Etat — a été amenée à jouer un rôle considérable. Un rôle essentiellement négatif, puisque tout en privant d'efficacité l'application des mesures répressives proprement dites, cette dynamique freine également l'accomplissement des fonctions théoriquement « civilisatrices » du nouvel Etat. Un rôle régulateur aussi, parce qu'elle contribuera à la reproduction de la société (y compris, parfois, sur le plan économique — cf. le marché noir ou parallèle) en dehors ou en marge d'un Etat omniprésent mais, à certains égards, impuissant. La dynamique sociétaire en question contient, enfin, les éléments qui permettent de conclure à la nécessité et à la possibilité d'un changement politique profond d'une part, et d'autre part, d'entrevoir la nature et le débouché potentiel d'un tel changement.

Néanmoins, le pouvoir communiste peut, dans certaines conjonctures historiques et dans certains domaines, s'appuyer et utiliser à son profit la dynamique sociétaire, sans, paradoxalement, que cette dernière lui soit moins hostile pour autant. C'est de cet aspect que j'essaierai de rendre compte dans la communication qui suit.



1/ Les mots qui font carrière dans (et à propos de) l'histoire ont à leur tour une histoire ; il convient d'en tenir compte, même si les informations qu'elle nous fournit ont une portée limitée et relative puisque l'usage de tels mots résulte avant tout d'une approximation que seul le contexte permet de préciser. Bien qu'attestés déjà dans les années trente, *totalitarisme* et *totalitaire* circulent couramment à propos des régimes « communistes » surtout depuis 1945. Auparavant, ils désignaient notamment les régimes fascistes et nazi, qui contrairement au régime communiste, n'hésitaient pas à s'en réclamer. Forcée aux USA et en Europe occidentale, l'acceptation actuelle de ces termes fut rapidement adoptée à l'Est (évidemment

pas au niveau officiel). Sur ce point on peut constater certaines similitudes avec la notion de *dissidence*; cette traduction-adaptation-orientation également occidentale du mot russe INAKOMYSLIACHTCHII signifiant « qui pense autrement » ou « hétérodoxe » a fini aussi par être acceptée et véhiculée par les contestataires soviétiques, malgré les réticences de certains d'entre eux. Bien que la droite ait utilisée le plus abondamment le mot totalitaire, elle n'en a jamais eu le monopole; la gauche non communiste comme les libertaires s'y sont également référés et continuent de le faire. Il convient enfin de noter que la position du terme totalitaire dans le discours critique sur l'Est n'a pas été sérieusement affectée par le succès ces dernières années, de l'expression *socialisme réellement existant* ou *socialisme réel*. Si l'*Alternative* de Bahro a accredité cette expression auprès notamment de la gauche marxisante, son acceptation courante de nos jours n'a pas moins été élaborée en Occident; ceci n'empêche pas qu'elle soit déjà fréquente dans les textes publiés dernièrement par les éditions indépendantes hongroises ou polonaises.

Rien d'étonnant que ces mots et expressions aient été forgés à l'Ouest. Le caractère précaire du débat et de l'espace public à l'Est rendant hautement probable, sinon inévitable, ce genre de phénomène. Ce n'est cependant pas une raison suffisante pour ne pas essayer d'établir ce qui relève dans ces termes des préoccupations spécifiques de l'Ouest — où ils sont apparus — et de l'Est — où ils ont été adoptés. Ainsi que son histoire nous l'apprend, la notion de totalitarisme au sujet de l'Est est née, en grande partie, d'un processus de comparaison entre le fascisme et le communisme, dont l'intérêt a diminué avec le temps, ce qui rend cet aspect secondaire. En revanche, le fait qu'une telle notion corresponde avant tout à une problématique et à des besoins sensiblement différents de ceux qui caractérisent l'Est me semble essentiel. La notion de totalitarisme a été élaborée, pourrait-on dire, à l'extérieur de la réalité qu'elle décrit et condamne, d'un point de vue non seulement géographique, mais aussi idéologique et politique. En effet, le principal souci qui se dégage des multiples développements théoriques et émotionnels sur cette question à l'Ouest et, par ricochet, à l'Est, est de savoir plutôt comment éviter l'emprise du totalitarisme là où il pourrait apparaître, que de savoir comment le combattre là où il se manifeste effectivement.

2/ Mon propos n'est pas d'opposer le *socialisme réel* au système de croyances, de convictions et de conceptions qui le consacre — à tort et à raison — comme *totalitaire*. Si je dissocie la réalité totalitaire européenne du mythe qui circule sur

son compte, c'est parce que ce dernier participe, souvent involontairement, à ce qu'il décrit, condamne et exorcise. Incapable de déboucher sur une stratégie anti-totalitaire — à l'Ouest et non pas à l'Est — le mythe sur le totalitarisme n'est pas seulement inefficace, mais aussi douteux, parce qu'il s'inscrit dans la stratégie des promoteurs, des agents et des bénéficiaires du totalitarisme réellement existant. C'est la thèse que je soutiendrai dans la présente communication.

3/ J'essaierai d'illustrer mon propos à partir d'un aspect particulier, le statut de l'implicite imposé sur le plan langagier et communicationnel par le pouvoir totalitaire lors de sa mise en place. D'une part, parce que cet aspect me semble significatif et, d'autre part, parce qu'il me permet de proposer un élément de définition du totalitarisme qui aille au-delà des abstractions politologiques.

Une des principales sources de la perception du pouvoir à l'Est comme totalitaire par ses sujets, en tant que locuteurs, réside dans le fait que ce pouvoir constitue, de manière suivie et délibérée, l'implicite en objet potentiel de répression. Le prémisses de ces pratiques totalitaires est juste: l'implicite participe au sens du message. Ce qui fait problème, c'est la nature des opérations qui sous-tendent ces pratiques. Il y a, sur deux plans distincts, réduction, extrapolation et substitution.

Tout d'abord, par rapport à l'acte de communication proprement dit. D'une part, on ne retient qu'un certain aspect de l'implicite qui participe à la communication d'un message et on conclut à une certaine signification implicite; celle-ci n'est pas forcément la plus adéquate ou la plus proche des intentions, mêmes inconscientes, de l'auteur du message. D'autre part, on sépare la signification (implicite) ainsi dégagée, de la signification littérale du message. Par conséquent, non seulement on valorise excessivement l'implicite au détriment du littéral, mais on peut, à tout instant, faire purement et simplement abstraction de toutes les composantes, autres qu'implicites,

qui participent à la signification du message. A partir de cette double réduction on érige les éléments ainsi retenus en une « totalité » que l'on substitue à l'acte global de communication.

La seconde opération est extérieure à l'acte de communication; il s'agit de l'idéologie dans ses prétentions à constituer une « totalité ». Dans la perspective des pratiques totalitaires ce qui compte c'est la capacité de l'idéologie en question non pas de susciter un consensus ou de se mettre en accord avec les données scientifiques de l'époque, mais de faire partie intégrante de l'instance décisionnelle des mécanismes institutionnels dominants.

Les deux séries de réduction, extrapolations et substitutions que je viens d'indiquer conduisent à la confrontation des deux « totalités », incompatibles, qui en résultent. L'idéologie officielle qui provoque ce genre de confrontation aura inévitablement le dessus. Le pouvoir pourra ainsi tourner en dérision, prohiber et punir tout message comportant au niveau implicite un aspect qui rend susceptible son assimilation à une « totalité » idéologique incompatible avec l'idéologie officielle. La boucle est bouclée et la pratique totalitaire triomphe.

Le marxisme-léninisme a été tout aussi indispensable que la configuration institutionnelle dans le déroulement de ces pratiques totalitaires courantes déjà avant la dernière guerre en URSS, à la fin des années '40 et au début des années '50 dans les pays de l'est ou, plus récemment dans des pays comme Cuba. La répression à partir de l'implicite a énormément choqué les populations qui ont eu à la subir. C'est ce que j'appellerai le *choc totalitaire*, dont il faudra tenir compte jusqu'à nos jours.



4/ Cependant, l'implicite constitue un champ suffisamment vaste, mobile et difficile à contrôler pour que surgisse, à la suite et en fonction d'un tel choc, une nouvelle (contre) culture de l'implicite. Les tentatives concertées du pouvoir de traquer l'implicite, les abus et les aberrations inhérentes à une telle démarche, engendreront dans la communication ordinaire et même en marge de la culture tolérée (je pense surtout à la culture interlinéaire) une soudaine multiplication des procédés de recours à l'implicite et l'apparition de codes de plus en plus complexes régissant au sein de la population l'utilisation de l'implicite.

Le poids de cette contre-culture fondée sur l'implicite confère à la domination totalitaire un caractère relatif et permet d'écarter la suspicion qui pèse sur ceux qui l'ont subie. Le totalitarisme a-t-il été également le fait de la société dans son ensemble, ou, avant tout, le fait du régime ? Toute réponse tranchée me semble exclue. Cependant, on peut estimer, en faisant intervenir des critères historiques, géopolitiques, ethnolinguistiques et sociologiques, dans quelle mesure le totalitarisme a « pris » au sein de telle société et dans telle conjoncture, et conclure globalement à une participation limitée de la société à la domination totalitaire. On peut et on doit constater que s'il n'y a pas eu d'opposition ouverte, il n'y a pas eu non plus de stricte dépendance de la société à l'égard du système totalitaire. Toute contradictoire et inoffensive qu'elle fût, la contre-culture évoquée plus haut révèle l'existence d'une autonomie, relative certes, mais rapidement acquise et durable. Si la tentative totalitaire a été bien réelle (meurtrière et traumatisante), la domination totale, pour reprendre l'expression préférée de Hitler, a relevé plutôt du phantasme de ses promoteurs,



« Faire de Moscou une ville socialiste modèle de l'état prolétarien »

communistes, que de la réalité de cette époque. Le mythe sur le totalitarisme entretient, sans vraiment l'assumer, l'idée du totalitarisme réalisé, ce qui est faux et, nous le verrons plus loin, dangereux.

5/ Les performances réalisées par le noyau partidaire de la bureaucratie étatique à l'est dans le domaine de l'implicite s'accompagnaient toutefois d'un inconvénient de taille : toute utilisation de l'implicite par le pouvoir, dans la perspective du fonctionnement-à-l'idéologie du régime, était ainsi condamnée. La raison de la destalinisation doit être cherchée dans la nécessité, comprise par les secteurs les plus éclairés de la direction communiste, de se donner les moyens de rétablir un minimum de communication entre le pouvoir et ses sujets. Cette communication était indispensable pour le fonctionnement-à-l'idéologie, plus économique que celui à la répression du régime. En effet, dans la période suivante et jusqu'à nos jours, en s'appuyant sur les effets de la période stalinienne mais en procédant à un certain nombre de mutations d'accent — notamment dans le statut de l'implicite — la bureaucra-

tie réalisera un certain consensus, ambigu sans doute, mais consensus tout de même.

Force est de constater que les pratiques totalitaires, telles qu'elles ont été définies plus haut, se manifestent désormais à une échelle plus restreinte, alors que le pouvoir fait en sorte que les réflexes conservateurs nationalistes et même libéraux, au sens économique, jouent en sa faveur. Avec un bonheur inégal, selon les pays et les périodes. Si l'interprétation du réflexe conservateur a eu lieu selon des modalités similaires dans les différents pays, l'utilisation roumaine du nationalisme a été la plus spectaculaire (dans sa première phase), tandis que le libéralisme hongrois demeure encore de nos jours un facteur incontestable de consensus. Même si ces aspects nouveaux transparaissent parfois indirectement dans le discours officiel, le marxisme-léninisme demeure l'idéologie officielle d'un système politique qui, structurellement n'a pas connu de changements profonds, même s'il fonctionne différemment. Peut-on considérer comme totalitaires les années '60 et '70, au même titre que la période antérieure ?

6/ Dans la préface écrite en 1966 et revue en 1971 de son ouvrage sur les *Origines du totalitarisme*, Hannah Arendt explique que « l'Union



Soviétique ne peut plus être qualifiée de totalitaire au sens strict du mot » à partir du XX<sup>e</sup> Congrès. Il y règnerait, selon l'auteur, « la dictature du parti unique qui n'offre aucune des garanties du régime constitutionnel ». Je ne partage pas ce jugement bien qu'il aille à l'encontre de l'usage historique indifférencié de la notion de totalitarisme. Nous avons affaire à l'Est non pas à une réalité non-totalitaire comportant fréquemment des rebondissements néo-totalitaires et laissant entrevoir la possibilité d'un nouveau totalitarisme.

La différence entre le fascisme et le stalinisme, qui rend leur comparaison inopérante, est que le dernier a engendré et mené à terme la destalinisation, sans que le régime en place connaisse de bouleversements structurels. Les tentatives de détotalitarisation favorisées par les dérapages, contrôlés, entraînés par la déstalinisation, ont toutes échoué (en Hongrie, dans le sang). En quoi consiste-t-il donc ce changement, incontestable, auquel on assiste depuis 1956 ?

Les pratiques totalitaires ont été suspendues partiellement et conditionnellement par le haut. On n'a rien fait (même sur le plan formel) pour rendre (ou faire apparaître comme) irréversible ce changement de fait. En dépit de la place secondaire, en comparaison avec la période précédente qu'elles occuperont, ces pratiques joueront un rôle clé dans la reproduction du système en place. Aux velléités de contrôle total, abandonnées à cause de leur inefficacité, s'est progressivement substitué le rappel, plus efficace lui, des exactions commises précédemment, dont l'atrocité et l'absurdité renforcent l'effet dissuasif de la nouvelle orientation du pouvoir. Habile puisqu'implicite, ce rappel n'est nullement passager, mais permanent, puisqu'institutionnel. Les mécanismes et les dispositifs totalitaires qui avaient fait des ravages auparavant sont toujours repérables, même si leurs effets ont été considérablement atténués. Le nouveau radicalisme officiel est d'autant plus impitoyable à l'égard des « pratiques révolues » qu'il entend préserver l'ancienne configuration institutionnelle. Un tel rappel allait trouver facilement non seulement du répondant au sein de la population timorée et désemparée mais aussi un précieux relais grâce à la mémoire historique, directe ou transmise, de la terreur. Le mal et le pire demeureront les deux pôles de la philosophie populaire de l'histoire qui sur ce point n'est que la réplique renversée du bien et du meilleur officiel. Leur rapport va toutefois se modifier : désormais on pourra éviter le pire, à condition d'accepter le mal. C'est-à-dire en refoulant le pire dans un passé récent et en sachant qu'il y a toujours quelque chose à faire pour retarder son retour.

Une fois le message dissuasif

entendu, ses auteurs pourront en faire entendre d'autres, plus mobilisateurs. Toujours est-il que l'on ne saura envisager les zones de consensus obtenues par le pouvoir depuis la destalinisation en dehors de ce consensus dissuasif. Le charme discret du post-totalitarisme résulte justement de ce mélange équivoque de participation et de dissuasion.

Cette étape post-totalitaire, à figures multiples selon les pays et les périodes, favorise l'émergence de processus de différenciation (autrement dit occultés autrefois dans certains cas, nouveaux dans d'autres) et la multiplication des foyers de tension critique ; la manifestation, donc, de conflits auparavant impensables. Du samizdat dissident soviétique aux soulèvements ouvriers polonais, en passant par le non-conformisme de la jeunesse ou le mécontentement ouvert d'individus et de groupes théoriquement acquis au régime. C'est une dynamique différente qui s'enclanche. On y remarque pour la première fois l'apparition du cycle répression/mobilisation/solidarité qui débouche sur des formes organisées originales comme le mouvement démocratique, en URSS, ou Solidarnosc en Pologne. Ici et là, la vie reprend. Des réalités non-totalitaires sont confrontées à la répression. Dans un contexte post-totalitaire surgit une perspective anti-totalitaire.

Joseph Stalin



7/ Cette perspective n'est pas le fait du relâchement de l'emprise totalitaire, qui l'a néanmoins, rendue possible. Elle est l'aboutissement potentiel d'une révolution éthique opérée par des hommes et des femmes dans le cadre de leur participation active et risquée à des pratiques — souvent ponctuelles en tant que telles — de rupture avec le système en place. Des pratiques qui au départ sont loin de faire l'unanimité en raison de leur caractère apparemment irréaliste ou des effets pervers des mécanismes post-totalitaires d'intégration et de neutralisation (Les difficultés actuelles de la mouvance oppositionnelle hongroise illustrent bien ce dernier aspect). Force est de constater que le traitement indifférencié de la situa-

tion à l'Est comme totalitaire, participe à l'isolement de ces pratiques et empêche (gêne) leur généralisation. L'inconvénient n'est pas seulement d'ordre tactique, « pourquoi s'attaquer à des détails, à des aspects particuliers du régime, et non pas à son caractère totalitaire ? », dit-on souvent. De par ses implications socio-psychologiques, que j'ai essayé de suggérer, l'enjeu du mythe totalitaire est idéologique et par cela politique. « Si, de toute façon, le système est totalitaire, donc tout-puissant, à quoi sert-il de s'en prendre à tel aspect particulier ? », conclue-t-on, tout aussi souvent. Radicalisme défaitiste et défaitisme radical, voici les deux facettes d'une même attitude confortée par ce mythe. L'intériorisation de la toute-puissance supposée du pouvoir en place renforce et amplifie des formes d'impuissance qui rendent effectivement tout-puissant ce pouvoir.

Il est certain que pendant les périodes de tentative totalitaire systématique, indépendamment du succès ou de l'échec d'une telle entreprise, toute forme d'opposition politique est exclue. Il y a résistance au totalitarisme lors de sa mise en place (cf. les guerilla, maquis anti-communistes et anti-soviétiques dans la plupart des pays de l'Est, surtout à la fin des années quarante) et révolte contre le totalitarisme lors de ses crises internes (cf. 1956). Cela dit, le renoncement partiel, par le pouvoir lui-même, au contrôle totalitaire, dans la perspective de nouvelles formes de domination, est aussi une réalité. Une réalité porteuse à son tour d'autres réalités, parfois potentiellement contestables et en tous cas historiquement contestées (cf. les actions de protestation contre la répression en Tchécoslovaquie, antimilitarisme et pacifisme des jeunes en RDA, grèves et explosions populaires en Roumanie, tentatives syndicalistes libre et Mouvement démocrate en URSS et, évidemment Solidarnosc qui, à mon avis, constitue moins une exception, que la manifestation exceptionnelle, ayant bénéficié du concours conjoints de plusieurs facteurs différents, d'un certain nombre de contradictions propres à l'ensemble du camp totalitaire).

8/ Mais, pourra-t-on m'objecter, le relâchement post-totalitaire étant conditionnel et provisoire (comme je viens de l'indiquer), la contestation ne fait que hâter le retour de l'emprise totalitaire initiale.

Les rebondissements néo-totalitaires ne sont pas une vague perspective mais une réalité politique consubstantielle au post totalitarisme. La manifestation cyclique de ces rebondissements, censée rappeler le caractère réversible de la situation en vigueur, ne pose pas, en soi, de problème majeur. Le plus grave, c'est lorsque la bureaucratie adopte des solutions néo-totalitaires

face à des crises qu'elle ne peut pas contrôler ou pense ne pouvoir pas le faire. Il convient toutefois de noter que le néo-totalitarisme se révèle plus efficace lorsqu'il est préventif, que lorsqu'il est consécutif à la remise en cause du statut quo (cf. les mesures draconiennes du régime franchement néototalitaire de Ceausescu pour empêcher une situation « à la polonaise », comparées aux mesures, prises pendant la même époque, sous l'état de guerre en Pologne qui ne sont pas moins néototalitaires mais dont la dimension répressive au sens classique du terme est encore parfaitement perfectible).

Mais, dans un cas comme dans l'autre, il ne s'agit pas de la pure et simple réitération du totalitarisme des années cinquante. J'ai montré le rôle ambigu de la contre-culture fondée sur l'implicite qui est né à la suite du choc totalitaire et de la mémoire historique de ce dernier, pendant la période post-totalitaire. Ce n'est pas le seul rôle joué par ces deux phénomènes extrêmement complexes. La conservation de cette contre-culture, qui peut être considérée malgré tout comme un acquis

majeur, permet d'éviter un nouveau choc totalitaire et les effets de surprise qu'il comporte ; autrement dit, peut limiter, sinon empêcher, une subite désagrégation du champ social et la soumission active qui s'en suivrait. Vivante, la mémoire historique peut, de son côté, aider ceux qui en sont les porteurs, à repérer et à localiser assez rapidement les tentatives totalitaires.

Reste le problème, que je n'aborderai pas ici, du *nouveau totalitarisme*, qui a ceci d'inquiétant que nous en ignorons les modalités éventuelles et que nous sommes réduits aux hypothèses.

9/ Il y a mille raisons dont certaines sont valables, que l'on peut invoquer pour décréter dérisoire, chimérique, inefficace ou vaniteuse la perspective anti-totalitaire qui se dégage et qui est développée à partir des contradictions internes du système totalitaire. Il n'y a, en revanche, aucune qui puisse démontrer le bienfondé et l'efficacité des deux autres attitudes possibles à l'égard du totalitarisme, adoptées depuis un moment par une bonne partie des adeptes du « mythe totalitaire ».

Participer à la *réduction par le haut de la domination totalitaire*, pour reprendre le titre d'un chapitre du livre de J. Stanislis qui, à l'instar de bien d'autres intellectuels critiques de l'est, notamment hongrois, parlent de post-totalitarisme — signifie, en clair, collaborer avec un régime qui demeure partiellement totalitaire et dont les progrès ont comme principal mérite l'introduction de formes plus indirectes mais plus efficaces de domination. Qui plus est, l'invasion de la Tchécoslovaquie a démontré les limites extérieures (et intérieures, puisque les dirigeants du printemps de Prague n'ont pas su, ni voulu vraisemblablement, s'y opposer) d'une telle démarche.

Pour être plus radicale, au mauvais sens du mot, l'autre attitude n'est pas moins inefficace et, de par ses implications, injuste. Je pense à ceux qui ont choisi comme solution le renforcement coûte que coûte du camp adverse, non totalitaire, mais dont les modes d'exploitation et d'oppression ne sont certainement pas des modèles désirables pour l'Est, ni désirés à l'Est. Un tel choix engendre tout un esprit de croissance qui, en dépit de son apparence triomphaliste et arrogante, est vouée à un échec certain et honteux.

10/ L'histoire nous apprend que malgré certains avantages immédiats, la collaboration peut réserver des surprises à ses partisans, que les croisades ont bénéficié plutôt à ceux qui les avaient organisées de loin qu'à ceux qui y ont réellement participé ; elle nous apprend aussi que les luttes échouent pour la plupart ; mais pas obligatoirement. A l'heure où en Pologne les luttes deviennent si problématiques et les espoirs qu'elles avaient fait naître vacillent, il me semble important de valoriser la perspective anti-totalitaire favorisée par Solidarnosc. Ce serait ma première conclusion, forcément conjoncturelle.

La seconde est à caractère plus général. Il est hors de question pour moi de présenter une quelconque stratégie anti-totalitaire, dont la cohérence apparente serait forcément trompeuse. Tout au plus peut-on en déduire certains aspects et orientations, des pratiques du mouvement social qui est le seul à même de l'élaborer et, éventuellement, de la faire aboutir. Ce que l'on peut en revanche c'est repérer et décrire la stratégie des pouvoirs et l'honnêteté intellectuelle nous dicte de dénoncer tout ce qui participe, même involontairement, à leur réussite. C'est ce à quoi je me suis employé au cours de la présente communication à propos de l'usage indifférencié de la qualification de totalitarisme qui alimente toute une mythologie, totalitaire, au service en fin de compte de ce qu'elle prétend condamner.

Nicolas Trifon  
Paris, le 24.04.84



# Radio Klara

*IRL Comment avez-vous eu l'idée de monter une radio libre ?*

R-K L'idée fut très spontanée ; nous étions un groupe de gens qui sortions de la CNT et venions d'organiser une semaine culturelle à Valencia (la première semaine culturelle de CNT) et après ça nous nous sommes demandé ce que nous pourrions faire d'autre, et quelqu'un a eu l'idée de monter une radio pirate, une radio libre. Nous n'avions aucune idée de ce que c'était, simplement nous avons entendu parler de « Ona Lluire » de Catalogne, des radios libres italiennes, de Radio Libertaire qui existait déjà ; et à partir de là nous avons commencé à travailler.

*IRL Qu'est-ce qu'il y a eu dans cette semaine culturelle pour vous pousser à faire autre chose ? J'ai entendu parler de divergences avec la CNT...*

R-K Il n'y a rien eu de spécial, à part un débat sur les radios libres. Maintenant si tu veux parler des rapports avec l'organisation, à l'époque nous n'étions pas en désaccord total avec la CNT en soi, et même une fois que la radio a commencé à fonctionner la majorité d'entre nous continuait à militer dans le syndicat. Les désaccords avec la CNT surgirent plus tard, pratiquement deux mois après avoir commencé ; nous émettions à l'époque depuis le local de la CNT-AIT et même le secrétaire du comité régional, Lozano, utilisait le micro de Radio Klara le jour où on nous a expulsé par la force de ce local. Il n'y avait pas de divergence avec la CNT en soi, mais avec certains groupes spécifiques - de la FAI concrètement - qui travaillent à l'intérieur de la CNT ; à certains membres de la radio, ils nous accusaient de trotskistes, de ceci ou cela, parce que nous n'étions pas de leur chapeau.

*IRL Comment analyses-tu le fait d'être sortis de la simple militance syndicale pour avoir une ouverture culturelle ?*

R-K Déjà quand nous appartenions à un groupe spécifique à l'intérieur de la CNT, nous y pensions déjà : nous avons organisé la semaine culturelle parce que nous pensions qu'il fallait agir sur ce plan ; ensuite nous avons voulu continuer et nous avons pensé à une radio libre comme la partie culturelle de notre militance.

*IRL Ça correspondait à la prise de conscience d'une insuffisance du travail purement syndical ?*

R-K Bien sûr : insuffisance du travail ouvrier, dans les usines.

*IRL Peut-on y voir une relation avec la crise de la CNT, très aiguë à l'époque ?*

R-K Directement, je ne crois pas ; bien qu'on puisse considérer que la crise de CNT a quelque chose à voir, entre autres, avec un manque d'activités culturelles dans l'organisation et un manque de soutien, ou même un rejet, de certaines activités non strictement syndicales : la CNT n'a pas expulsé uniquement Radio Klara, elle a expulsé ou pris ses distances avec des groupes écologistes ou des gens qui avaient d'autres activités non syndicales.

*IRL Combien étiez-vous dans ce groupe ?*

R-K Au début, une dizaine à peu près.

*IRL Et financièrement, comment avez-vous fait ?*

R-K Nous n'avions pas un sou, en plus nous étions endettés de 1 million de pesetas à cause du déficit de la semaine culturelle. Ce million, nous avons dû le couvrir en faisant des loteries, en vendant des bons de soutien, et en plus beaucoup d'entre nous avons laissé jusqu'à 100.000 pts à titre personnel ; de l'argent, je crois que nous en devons encore. Donc nous avons commencé avec des dettes, mais malgré ça nous nous sommes lancés dans la radio.

*IRL Racontez-nous un peu quels sont les objectifs de Radio-Klara.*

R-K Je crois que tout le collectif est d'accord là-dessus : R-K n'est pas une fin mais un moyen. Donc les objectifs sont clairs : donner la parole d'abord, puisque c'est une radio libertaire, à l'expression libertaire, mais pas seulement : donner aussi la parole à ceux qui ne l'ont pas, comme les groupes dits « alternatifs » ou marginaux (objecteurs, féministes, écologistes, etc...), je veux dire les gens qui normalement ne passent pas à la radio.

*IRL Tout ça dans un esprit de prosélytisme ? Crois-tu que ça peut avoir un effet sur les auditeurs ?*

R-K Je crois qu'il y a une volonté de prosélytisme de la part de tout le monde. De la part d'une radio libertaire nous

tout mass-media essaie de communiquer des idées déterminées ; nous aussi ; pour ça il y a une part de prosélytisme. Maintenant, quelle valorisation nous en faisons ? Je crois que ça va bien, que les 2 années de fonctionnement ont été positives, que beaucoup de gens apprennent ou peuvent entendre des choses que jusqu'à présent ils ne pouvaient pas entendre. Tout est positif : depuis un bombing, un tract, jusqu'à une radio, et une télé en couleur serait encore plus positive dans ce sens.

*IRL Quelle est l'audience de cette radio sur Valencia, et quelle est sa place entre les autres media locaux ou espagnols ?*

R-K Evidemment l'ampleur de l'audience nous ne la connaissons pas. Nous pouvons seulement dire que relativement à nos faibles moyens techniques l'audience est importante : relativement et qualitativement. Maintenant, en comparaison avec Radio 3 (nationale, d'Etat) ou même une radio commerciale locale, nous en avons beaucoup moins ; mais eux ont une portée de plusieurs centaines de kilomètres, alors que la nôtre n'est même pas de 10 km.

*IRL Et sur le plan de la différence qualitative, idéologique, de l'originalité ?*

R-K C'est bien sûr important d'être une radio LIBRE, tous nos programmes sont différents des radios officielles. Il est vrai aussi que, comme on dit, « en matière de radio tout est déjà inventé » ; mais si tout est inventé sur le plan technique de la forme, par contre tout n'est pas dit.

*IRL Il y a beaucoup d'autres radios libres en Espagne ? Décrivez-nous le panorama ;*

R-K Les pionnières furent les radios catalanes comme « Ona Lluire » ; Là-bas elles ont toujours été tolérées. Après Ona Lluire, la plus importante radio libre d'Espagne - et sans vouloir être prétentieux - c'est Radio Klara. R-K a été le 2e souffle des radios libres. Alors que les radios catalanes fonctionnaient tranquillement dans leur coin mais sans projection dans le reste du pays, sans qu'on en parle et sans avoir eu de problème d'interdiction, c'est à partir de R-K qu'il y a eu une forte poussée des radios libres en Espagne.

*IRL Peux-tu raconter un peu ce qui s'est passé depuis le début de R-K et les problèmes que vous avez eus ?*

R-K R-K a commencé à émettre depuis une cuisine, la nuit du 26 mars 1982. Il y avait de l'orage et nous avions la trouille

UNE RADIO LIBRE COMME PARTIE NATURELLE  
DE NOTRE MILITANCE

serions couillons de ne pas l'essayer. Il y a aussi du prosélytisme chez Radio 3, Antena 3, las Provincias ou El Pais (media locaux ou nationaux). Je crois que

le de la foudre en installant l'antenne. Au début nous émettions à peu près tous les deux jours, depuis les appartements des copains, en changeant chaque fois. C'était complètement idiot : nous croyions qu'il fallait du temps pour nous lo-

caliser, mais quand nous avons su qu'on pouvait nous localiser en moins de 5 minutes nous nous sommes dit que ça revenait au même d'émettre d'un endroit fixe ou de nous déplacer. Alors nous avons cherché un local ; le premier que nous avons eu, c'était un appartement dans le quartier ancien, mais nous avons dû le quitter parce qu'une voisine nous menaçait pour les interférences avec sa télé. Ensuite ce fut le local de la CNT dont la FAI nous a expulsé violemment, et en sortant de là nous sommes tombés sur un contrôle de police qui cherchait un commando du GRAPO : nous avons passé la nuit au commissariat et ils nous ont confisqué le matériel. C'est la première fois qu'ils saisissent R-K et ils n'ont pas eu besoin de venir nous chercher, nous nous sommes mis nous-mêmes dans la gueule du loup. Ensuite nous avons eu un autre point d'émission temporaire et peu après nous avons trouvé notre local actuel qui appartient à un syndicat de retraités de la CNT, d'un secteur non dogmatique. Au total cette première phase a duré 2 ou 3 mois, les émissions étaient improvisées avec les copains qui se trouvaient là, on émettait 1 heure ou 2 très tard de nuit, c'était peu effectif et pas du tout structuré comme maintenant.

*IRL Et depuis, il y a eu une nouvelle intervention policière...*

R-K Oui, la Guardia civil ( préfet du PSOE ) nous a dit qu'il ne les avait pas envoyés, que les forces de l'ordre accomplissaient leur devoir en agissant contre ce qui est illégal sans avoir besoin d'ordre de lui, et après des négociations pas bien dures, il nous a laissé émettre de nouveau. Le fait que nous ayons mobilisé toute la presse dès la nuit même de l'intervention a beaucoup joué, car l'opinion de la presse c'est ce qui gêne le plus le PSOE ; il faut reconnaître que la presse à son tour nous a un peu utilisés pour d'autres intérêts : revendications privées, etc...

*IRL Donc R-K est actuellement une radio tolérée ; explique-nous la législation espagnole en la matière et ce qui peut se passer à l'avenir.*

R-K Les radios libres ne sont pas prévues dans la législation actuelle, mais nous savons par des conversations avec les « autorités » que la prochaine législation les reconnaîtra - du moins c'est ce qu'ils disent - en plus des radios commerciales et des radios institutionnelles ( municipales, d'associations de quartier, etc... ) ; on nous a promis une tolérance totale pour le moment et une reconnaissance future comme radio libre.

*IRL Cependant ils continuent à fermer des radios libres en Espagne...*

R-K Oui, bien sûr, ils tolèrent celles qui ont déjà une certaine force, qui leur ont posé des problèmes et pour lesquelles il n'y a pas d'autre solution, mais ils essaient de limiter le phénomène au maximum. Moins il y en a, mieux ça vaut, et les petites qui commencent à monter et n'ont encore pas beaucoup de force, ils les ferment.

*IRL Sous quelle forme penses-tu qu'ils vous autoriseront ? Que revendiquiez-vous dans ce cadre ?*

R-K Bien sûr nous voulons rester une radio libre, et avec au moins les mêmes possibilités qu'une radio commerciale ; c'est-à-dire que si les radios commerciales émettent avec 1000 W, nous voulons la même chose, avec une bande concrète pour nous. Nous ne voulons pas nous li-

*IRL Comment penses-tu que va continuer la radio sur le plan de cette diffusion collectif/collaborateurs ? Comment un collaborateur peut-il faire partie du collectif ?*

R-K Nous pensons qu'il va continuer à y avoir un collectif, l'actuel qui peut



miter et n'avoir droit qu'aux miettes ; tout au moins nous nous battons pour ça, le résultat dépendra de notre capacité de lutte.

*IRL Comment fonctionne actuellement R-K ?*

R-K Il y a un collectif, libertaire, et d'autre part des collaborateurs.

*IRL Il n'y a donc pas autogestion totale ?*

R-K Si, la radio est autogestionnaire dans le sens que nous la faisons, la finançons et la réalisons entièrement nous-mêmes.

*IRL Je veux dire sur le plan des décisions...*

R-K Les collaborateurs ne participent pas aux décisions importantes sur la ligne idéologique parce que nous voulons garder le contrôle là-dessous, mais sinon ils participent à tout ce qui est programmation, etc...

*IRL C'est-à-dire que c'est une radio du mouvement libertaire au début, mais ensuite vous avez inclus des gens qui ne sont pas exactement libertaires.*

R-K Oui, c'est vrai ; nous sommes une radio libre ET libertaire : en tant que radio libre, peuvent entrer les gens qui veulent s'exprimer, sauf bien sûr les fascistes et les émules de Lister ( leader stalinien qui réprima les anarchistes durant la révolution de 1936 ) à titre d'exemples. Pas de fascistes parce que nous ne sommes quand mêmes pas couillons et ils ont tous les moyens d'expression, et nous n'allons pas non plus donner l'antenne à des gens qui sont contre les idées libertaires : qu'ils se montent leur radio ! Et puis nous sommes une radio libertaire parce que nous croyons que le libetarisme est la plus haute expression de la liberté. Ce n'est pas contradictoire d'être libre et libertaire, ce qui serait contradictoire, ce serait d'être « libre et facho » ou « libre et stalinien » mais « libre et libertaire » est une potentialisation du terme « libre », donc nous sommes libres au maximum.

s'élargir, et d'autres gens qu'on appelle collaborateurs. Pour entrer dans le collectif il faut simplement qu'un membre de celui-ci te propose et que les 3/4 du collectif t'acceptent. En principe on propose des gens qui sont plus ou moins libertaires ou dont on voit qu'ils travaillent clairement pour les idées libertaires.

*IRL Tout ça tend à ce que tous les membres du collectif soient libertaires.*

R-K Evidemment, nous ne voulons pas que la radio tombe aux mains d'une autre idéologie ou philosophie, comme on voudra l'appeler : qu'elle soit marxiste, ou fasciste, ou social-démocrate ; nous voulons qu'elle reste libertaire. Mais on ne demande pas non plus de carte ou de certificat de baptême, simplement on voit bien comment sont les gens : celui qu'on propose a travaillé à R-K comme collaborateur pendant un certain temps, on le connaît, on sait quel genre de programme il fait, et normalement celui qui le propose le fait de manière responsable.

*IRL Des non libertaires pourront-ils rentrer un jour dans ce collectif ?*

R-K Nous ne savons pas ce qui peut se passer dans l'avenir, mais en principe c'est non. C'est une radio libre et libertaire et pour qu'elle continue à être libertaire il faut un collectif très homogène dans ce sens, on ne peut pas s'imaginer l'annoncer comme une radio « libertaire-et-un-peu-marxiste » ou « radio-libre-et-libertaire-à-part-deux-qui-ne-le-sont-pas » ! Je crois que dans l'esprit de tous elle doit rester libertaire.

*IRL Quelle est votre durée d'émission ?*

R-K Nous émettons tous les jours de 20h à 1h au minimum, et en ce moment nous essayons d'élargir l'horaire ; en plus tous les matins il y a une heure pour les gens qui vont au travail, et les week-end nous émettons matin et soir. Au total nous dépassons 50h hebdomadaires.

VENEZIA 1984

## COMMUNIQUE

**N**ous ne passerons pas de communiqués dans ce numéro: manque de place (mais ce n'est pas une raison valable!), manque de temps pour les préparer, les composer, les monter... Nous nous excusons auprès de tous les groupes et individus qui nous ont envoyé des informations, des revues, des livres, des brochures... Nous nous excusons auprès de ceux ou celles qui sont en taule, en France ou ailleurs, des copains qui font la grève de la faim, préparent un camping antimilitariste, sortent des journaux...

## RENCONTRE INTERNATIONALE ANARCHISTE VENISE, 24 AU 30 SEPTEMBRE 1984

La dernière semaine de septembre marque un important rendez-vous libertaire. C'est à ce moment-là qu'aura lieu à Venise une rencontre internationale, anarchiste, organisée sans ironie l'année même de l'anti-utopie totalitaire orwellienne, et qui se promet d'être extrêmement intéressante, riche, originale... Il ne s'agit pas d'un congrès mais bien d'une rencontre, c'est-à-dire d'une occasion pour la communauté libertaire internationale de mieux faire connaissance, d'une occasion pour tous ceux qui se reconnaissent d'une manière ou d'une autre dans les valeurs de l'anarchisme de se retrouver sans formalisme, par delà les frontières des Etats ou les barrières idéologiques.

Ce sera l'occasion d'un travail intellectuel collectif: en effet, l'élément central de la rencontre sera un colloque. Celui-ci, sur le thème 1984: **tendances autoritaires et tensions libertaires dans les sociétés contemporaines**, est patronné par le Centro Studi Libertari de Milan et l'Anarchos Institute de Montréal. Ce qui est proposé à la réflexion et à la discussion, c'est une vaste gamme de thèmes qui feront l'objet de séances plénières, de tables rondes, de séminaires, quatre jours durant, du 26 au 29 septembre... Ces thèmes devraient converger dans une tentative de faire le point sur notre pensée et notre action, sur l'évolution de la domination et sur ceux qui s'y opposent plus ou moins consciemment, en bref sur l'ETAT et l'ANARCHIE, compris comme des éléments centraux et antagonistes de l'imaginaire social; Etat et Anarchie seront d'ailleurs les deux thèmes de sessions plénières.

Un autre élément important de la rencontre sera un espace ouvert, lieu de rencontres conviviales permanentes. Ce sera une des belles places vénitiennes, où les copains pourront boire, manger, parler... C'est aussi là que se tiendra la «foire de l'édition anarchiste internationale» et qu'il y aura — espérons-le — du théâtre, de la musique, des audio-visuels...

CSL: viale Monza 255, 20126 Milan, tél (39 2) 257 40 73; il est ouvert en semaine de 16 à 19h.  
CIRA: 14 rue des Cèdres, 1211 Genève 13; ouvert les mardi et vendredi de 17 à 20 h.  
L'Anarchos Institute: 3981 boulevard Saint-Laurent, suite 44, Montréal PQ H2W 1Y5, tél. (514) 844 4076.

**CORSE** économiques de façon diamétralement opposée à la logique étatique et capitaliste.

c) *Un renouveau culturel s'observe*, et la langue, devenue le symbole de la culture et du peuple corse lui-même, mobilise de nombreuses énergies.

En conclusion, sans vouloir donner de leçon à quiconque ni porter de jugement définitif sur une réalité lointaine et étrangère pour la plupart d'entre nous, nous pouvons faire deux remarques en tant que libertaires, sur le problème corse:

- Nous ne pouvons être que favorables à la lutte engagée pour conserver la *spécificité culturelle d'un peuple*, parce que nous sommes attachés à ce que les individus et les groupes conservent leur originalité. Cette originalité est à la base du problème corse: si les Corses n'avaient pas eu conscience d'appartenir à une même ethnie, si leur isolement géographique et l'abandon dans lequel les avaient laissés les pouvoirs publics ne leur avaient pas permis de maintenir une identité culturelle spécifique, la modernisation des structures économiques et sociales se serait effectuée là comme ailleurs, sans trop de difficulté — la population paysanne désertant les régions pauvres pour aller se prolétarianiser dans les grandes villes. Ainsi, le sentiment d'appartenance a constitué un facteur de résistance au développement capitaliste en Corse. Ce sentiment pousse le mouvement associatif, aujourd'hui, à contester la loi de la seule rentabilité et à tenter d'impulser une dynamique économique dans laquelle toute recherche d'un profit n'a pas disparu, certes, mais dans laquelle

aussi une certaine réalité sociale et régionale est prise en compte. Cependant, ce sentiment ne doit pas conduire les Corses à poser leur culture comme supérieure aux autres, seulement comme différente. Au lieu d'en avoir une vision idéalisée et de se replier sur leur passé, ils doivent s'ouvrir sur l'extérieur pour s'enrichir au contact des autres peuples. Mais cette démarche apparaît de moins en moins réalisable, car le peuple corse a actuellement besoin d'être reconnu en tant que tel. L'arrivée des «étrangers» dans l'île est perçue comme une agression parce que les insulaires ne se sentent pas en position de force. De ce fait, l'assimilation, l'intégration des nouveaux arrivants devient quasiment impossible; tout comme l'élaboration, à partir des racines spécifiques corses et notamment de l'organisation communautaire existant dans la société paysanne traditionnelle, d'une culture «en devenir», en constante évolution. Or, s'ils recherchent seulement un retour aux sources, les Corses ne peuvent que figer leur culture; et ils la tueront s'ils refusent d'en faire la critique pour l'adapter à son époque à partir d'une démarche révolutionnaire.

- Nous ne pouvons être que favorables au *désir d'un peuple de vivre sur sa terre en déterminant librement son avenir*. Cependant, nous ne pouvons que dire notre désaccord face à une lutte contre l'Etat qui se réduit à une lutte contre l'Etat français et vise à créer un Etat national corse. Et ceci sans parler au nom de principes moraux ou idéologiques. Mais plutôt en fonction de la certitude qu'aucun Etat ne peut satisfaire la revendication

posée par les Corses en particulier et les minorités ethniques en général; aucun Etat ne peut apporter de solution à leurs problèmes, parce que son raisonnement ne se situe pas au même niveau, à la même échelle qu'eux et parce que sa logique et ses intérêts divergent des leurs! S'investir dans les luttes de libération nationale suppose en général de nombreux compromis pour les libertaires, parce que certaines revendications contredisent leurs aspirations anti-étatiques. Néanmoins, ils effectuent parfois cette démarche parce qu'ils estiment, en fonction du rapport de forces existant au sein des mouvements nationalistes, être capables d'orienter la lutte dans une perspective de révolution sociale. Mais lorsque, comme en Corse, l'appartenance ethnique prime la sensibilité politique, qu'aucun courant révolutionnaire ne se dégage encore nettement et que seules des pratiques frontistes sont développées, les libertaires ne peuvent apporter qu'un soutien critique à la lutte engagée. Sans perdre de vue la réalité du «problème corse» posé et celle de la répression, mais sans applaudir inconditionnellement à toutes les actions engagées et sans se leurrer sur les objectifs poursuivis par les nationalistes.

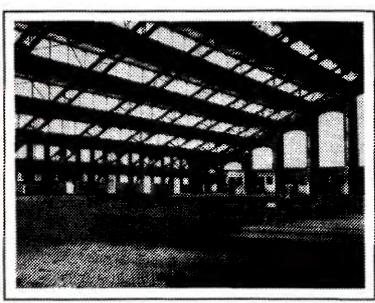
Vanina

(1) Le clan étant un pouvoir qui s'organise autour de la famille, à partir d'un réseau de fidélités et de clientèles.

(2) Chiffres à considérer avec prudence, comme on le verra plus loin.

# Les idées libertaires se portent bien

## INTERROGATIONS SUR L'AUTOGESTION



1979 - 108 p. - 18 F

## L'IMAGINAIRE SUBVERSIF

INTERROGATIONS SUR L'UTOPIE



EDITIONS NOIR  
ATELIER DE CREATION  
LIBERTAIRE

1980 - 194 p. - 60 F

Murray Bookchin

## SOCIOBIOLOGIE

## ECOLOGIE SOCIALE

IRL/Atelier de Creation Liberaire

1983 - 52 p. - 24 F

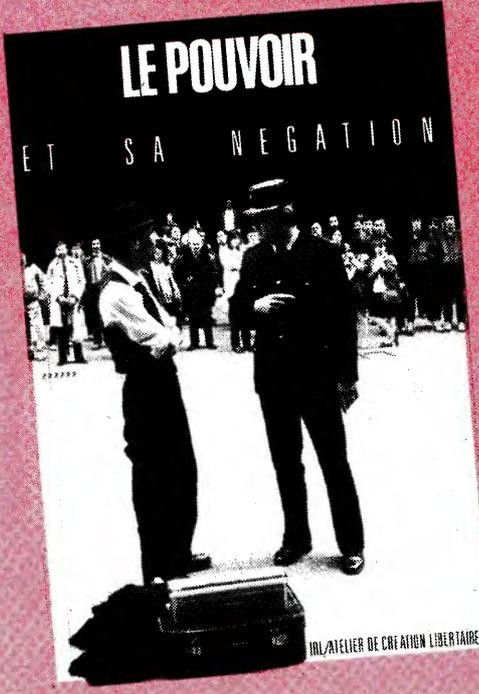
## FEMMES



## POUVOIR POLITIQUE BUREAUCRATIE

Nicole LAURIN-FRENETTE Yolande COHEN Kathy FERGUSON

1984 - 140 p. - 30 F



## LE POUVOIR ET SA NEGATION

IRL/ATELIER DE CREATION LIBERTAIRE

1984 - 130 p. - 33 F

IRL/ATELIER DE CREATION LIBERTAIRE  
13 rue Pierre Blanc 69001 LYON  
chèques à libeller au nom de  
IRL CCP 4 150 95 N LYON

CATALOGUE JUIN 84

L'anarchisme et les idées libertaires  
Suivent naturellement l'évolution économique  
Culturelle et politique des sociétés contemporaines.  
Notre effort reste celui de chercher à présenter  
Et publier les textes qui reflètent cette démarche.

DIFFUSION EN LIBRAIRIE PAR ALTERNATIVE (excepté Interrogations sur l'Autogestion)

